RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET SUR LES ORIENTATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

MISSIONS
PROGRAMMES
OBJECTIFS
INDICATEURS

(TOME 2)

JUILLET 2017

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
PARTIE I	
Liste des missions et des programmes envisagés pour le PLF 2018	8
Liste des missions	9
Liste des programmes	11
PARTIE II	
Liste des objectifs et des indicateurs envisagés pour le PLF 2018	18
Budget général	19
Budgets annexes	78
Comptes spéciaux	81

Introduction

Évolution de la nomenclature des missions et des programmes envisagée pour le PLF 2018 par rapport à la LFI 2017

En vue de l'examen et du vote du projet de loi de finances de l'année à venir par le Parlement, le rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques comporte, conformément au 4° de l'article 48 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), la liste envisagée des missions, des programmes et des indicateurs de performances qui sont associés à chacun de ces derniers.

Le projet de loi de finances pour 2018 portera le premier budget proposé par le Gouvernement nouvellement nommé. Aussi l'évolution de la nomenclature des missions et des programmes, tout en permettant la bonne information du Parlement et la clarté des débats, doit-elle traduire les nouvelles orientations de politique publique et les choix d'organisation gouvernementale.

En premier lieu, il est proposé de réunir les missions « Égalité des territoires et logement » et « Politique des territoires » dans une mission unique intitulée « Cohésion des territoires ». Il s'agit de rassembler au sein d'une même mission les différents programmes qui concourent au développement et à l'aménagement du territoire, à la solidarité entre les territoires, ainsi qu'à la politique du logement et de l'habitat durable, offrant ainsi un support au déploiement d'une politique publique cohérente portée par le nouveau ministère de la cohésion des territoires.

En deuxième lieu, il est envisagé de supprimer le programme « Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable » de l'actuelle mission « Égalité des territoires et logement », en intégrant ses crédits au programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », rattaché à la mission « Écologie, développement et mobilité durables ». Cette évolution permettrait de renforcer la lisibilité de la maquette dans la mesure où la totalité des crédits du programme dont il est proposé la suppression est reversée, en gestion, au programme 217.

En troisième lieu, au sein du compte d'affectation spéciale (CAS) « Gestion du patrimoine immobilier de l'État », le programme « Opérations immobilières déconcentrées » serait fusionné avec le programme « Opérations immobilières nationales et des administrations centrales », dont le nouvel intitulé serait « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » ; ainsi, l'ensemble des dépenses relatives aux opérations immobilières portées par le CAS seraient inscrites dans un programme unique, laissant davantage de marges de gestion à la Direction de l'immobilier de l'État. En outre, le programme 721 serait renommé « Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État ».

En quatrième et dernier lieu, il est proposé de **créer**, **au sein de la mission « Action extérieure de l'État »**, **un programme intitulé « Présidence française du G7 »**, en vue de l'accueil, par la France, de la réunion des principales puissances économiques mondiales.

Au total, le nombre de missions du budget général pour 2018 serait ramené de 32 à 31; le nombre de programmes attachés à ces mêmes missions resterait inchangé ; et le nombre de programmes inscrits sur les missions de comptes spéciaux diminuerait d'une unité.

Évolution du dispositif de performance pour le PLF 2018

Une stabilisation du dispositif de performance

Après une réduction de 20 % du nombre des objectifs et de 24 % du nombre des indicateurs sur le triennal 2015-2017, le dispositif de performance a été stabilisée pour le PLF 2018. S'il connaît quelques évolutions (modifications, créations ou suppressions d'indicateurs), il reste majoritairement stable par rapport à l'an passé (93 % d'indicateurs non modifiés). Le dispositif de performance est ainsi constitué, pour le PLF 2018, de 375 objectifs et de 736 indicateurs, soit 10 objectifs et 15 indicateurs de moins qu'au PLF 2017. Le détail de ces évolutions sera retracé dans une rubrique spécifique au sein des projets annuels de performance concernés. Plus lisible et recentré sur des indicateurs de performance plus pertinents, cet outil doit permettre une analyse simplifiée des résultats en regard des politiques publiques financées par l'État.

Initié au PLF 2015, le renforcement des indicateurs du niveau mission a été de nouveau encouragé afin de refléter plus fidèlement les orientations stratégiques des politiques publiques. L'introduction d'indicateurs spécifiques, c'est-à-dire qui ne sont pas issus des programmes qui composent la mission, a été confirmée de manière à rendre compte des objectifs poursuivis par les missions de manière plus transversale. Pour le PLF 2018, il est proposé 95 indicateurs de niveau mission (90 indicateurs de mission au PLF 2017) dont 26 indicateurs de mission spécifiques (22 indicateurs de mission spécifiques au PLF 2017). Ainsi au PLF 2018, le niveau mission présente 27 % d'indicateurs qui ne sont pas directement issus des programmes.

Par ailleurs, la mise en cohérence, lorsque cela était possible, des indicateurs de mission avec les **dix nouveaux indicateurs de richesse** qui figurent dans le rapport remis par le gouvernement au Parlement en octobre 2015 a été poursuivie. Au PLF 2018, un nouvel indicateur de mission est proposé :

au sein de la mission « Santé », a été introduit l'indicateur « Espérance de vie ». Ce nouvel indicateur de mission mesurera, au travers de deux sous-indicateurs, l'espérance de vie en bonne santé à la naissance, ainsi que l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans. Il facilitera ainsi d'éventuelles comparaisons internationales. Il s'ajoute à l'indicateur de mission qui existait jusqu'à présent « État de santé perçue – Pourcentage de la population de 16 ans et plus se déclarant en bonne ou très bonne santé générale ».

Ces évolutions sont synthétisées dans le tableau statistique suivant.

6

¹ Tel que prévu par la loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques

Statistiques

Budget général uniquement							Total B	udget (de l'État	
PLF 2014 avec PIA	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017 avec PIA	DOFP 2018	Catégorie d'indicateur	PLF 2014 avec PIA	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017 avec PIA	DOFP 2018
47 %	47 %	46 %	47 %	48 %	Efficacité pour le citoyen	46 %	46 %	45 %	46 %	48 %
19 %	20 %	20 %	19 %	19 %	Qualité pour l'usager	20 %	19 %	19 %	19 %	18 %
34 %	33 %	34 %	34 %	33 %	Efficience pour le contribuable	34 %	35 %	36 %	35 %	34 %

Budget général uniquement							Total B	Sudget o	de l'État	
PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	DOFP 2018		PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	DOFP 2018
31	31	31	32	31	Nombre de missions	51	50	49	51	50
138	122	122	121	121	Nombre de programmes	196	176	173	174	173
431	329	322	321	313	Nombre d'objectifs	506	392	385	385	375
3,1	2,7	2,6	2,7	2,6	Nombre d'objectifs par programme	2,6	2,2	2,2	2,2	2,2
895	674	654	649	633	Nombre d'indicateurs	1025	784	755	751	736
2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	Nombre d'indicateurs par objectif	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
45	95	83	44	31	dont nombre d'indicateurs modifiés	53	108	87	48	45
5 %	14 %	13 %	7 %	5 %	Taux d'indicateurs modifiés	5 %	14 %	12 %	6 %	6 %
98	47	22	17	15	dont nombre d'indicateurs nouveaux	109	61	22	21	22
11 %	7 %	3 %	3 %	2 %	Taux d'indicateurs nouveaux	11 %	8 %	3 %	3 %	3 %
84 %	79 %	84 %	90 %	93 %	Taux d'indicateurs non modifiés	84 %	78 %	85 %	91 %	91 %

PARTIE I

Liste des missions et des programmes envisagés pour le PLF 2018

(budget général, budgets annexes et comptes spéciaux)

Liste des missions

BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État

Administration générale et territoriale de l'État

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

Aide publique au développement

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Cohésion des territoires

Conseil et contrôle de l'État

Crédits non répartis

Culture

Défense

Direction de l'action du Gouvernement

Écologie, développement et mobilité durables

Économie

Engagements financiers de l'État

Enseignement scolaire

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

Immigration, asile et intégration

Investissements d'avenir

Justice

Médias, livre et industries culturelles

Outre-mer

Pouvoirs publics

Recherche et enseignement supérieur

Régimes sociaux et de retraite

Relations avec les collectivités territoriales

Remboursements et dégrèvements

Santé

Sécurités

Solidarité, insertion et égalité des chances

Sport, jeunesse et vie associative

Travail et emploi

BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens

Publications officielles et information administrative

COMPTES SPÉCIAUX

Aides à l'acquisition de véhicules propres

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

Développement agricole et rural

Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Participation de la France au désendettement de la Grèce

Participations financières de l'État

Pensions

Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

Transition énergétique

Accords monétaires internationaux

Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

Avances à l'audiovisuel public

Avances aux collectivités territoriales

Prêts à des États étrangers

Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

Liste des programmes

BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État	
105 – Action de la France en Europe et dans le monde	19
185 – Diplomatie culturelle et d'influence	19
151 – Français à l'étranger et affaires consulaires	19
347 – Présidence française du G7 (nouveau)	20
Administration générale et territoriale de l'État	
307 – Administration territoriale	21
232 – Vie politique, cultuelle et associative	21
216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	21
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	
149 – Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestière	s22
206 – Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	22
215 – Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	23
Aide publique au développement	
110 – Aide économique et financière au développement	24
209 – Solidarité à l'égard des pays en développement	24
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	
167 – Liens entre la Nation et son armée	25
169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	25
158 – Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	
Cohésion des territoires	
177 – Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	26
109 – Aide à l'accès au logement	26
135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	26
112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	27
162 – Interventions territoriales de l'État	27
147 – Politique de la ville	28
Conseil et contrôle de l'État	
165 – Conseil d'État et autres juridictions administratives	29

126 – Conseil économique, social et environnemental	29
164 – Cour des comptes et autres juridictions financières	30
340 – Haut Conseil des finances publiques	30
Crédits non répartis	
551 – Provision relative aux rémunérations publiques	31
552 – Dépenses accidentelles et imprévisibles	31
Culture	
175 – Patrimoines	32
131 – Création	32
224 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	33
Défense	
144 – Environnement et prospective de la politique de défense	34
178 – Préparation et emploi des forces	34
212 – Soutien de la politique de la défense	35
146 – Équipement des forces	35
Direction de l'action du Gouvernement	
129 – Coordination du travail gouvernemental	36
308 – Protection des droits et libertés	37
333 – Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	37
Écologie, développement et mobilité durables	
203 – Infrastructures et services de transports	38
205 – Affaires maritimes (libellé modifié)	38
113 – Paysages, eau et biodiversité	39
159 – Expertise, information géographique et météorologie	39
181 – Prévention des risques	39
174 – Énergie, climat et après-mines	39
345 – Service public de l'énergie	40
217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	40
Économie	
134 – Développement des entreprises et du tourisme	41
343 – Plan 'France Très haut débit'	41
220 – Statistiques et études économiques	41
305 – Stratégie économique et fiscale	42
Engagements financiers de l'État	
117 – Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	43

114 – Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	43
145 – Épargne	44
168 – Majoration de rentes	44
336 – Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	44
338 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	44
344 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	44
Enseignement scolaire	
140 – Enseignement scolaire public du premier degré	45
141 – Enseignement scolaire public du second degré	45
230 – Vie de l'élève	46
139 – Enseignement privé du premier et du second degrés	46
214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale	47
143 – Enseignement technique agricole	47
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	
156 – Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	49
218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	49
302 – Facilitation et sécurisation des échanges	50
148 – Fonction publique	50
Immigration, asile et intégration	
303 – Immigration et asile	51
104 – Intégration et accès à la nationalité française	51
Investissements d'avenir	
421 – Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	52
422 – Valorisation de la recherche	52
423 – Accélération de la modernisation des entreprises	52
Justice	
166 – Justice judiciaire	53
107 – Administration pénitentiaire	53
182 – Protection judiciaire de la jeunesse	54
101 – Accès au droit et à la justice	54
310 – Conduite et pilotage de la politique de la justice	55
335 – Conseil supérieur de la magistrature	55
Médias, livre et industries culturelles	
180 – Presse et médias	56
334 – Livre et industries culturelles	56

Outre-mer

138 – Emploi outre-mer	57
123 – Conditions de vie outre-mer	57
Pouvoirs publics	
501 – Présidence de la République	58
511 – Assemblée nationale	58
521 – Sénat	58
541 – La Chaîne parlementaire	58
542 – Indemnités des représentants français au Parlement européen	58
531 – Conseil constitutionnel	58
532 – Haute Cour	58
533 – Cour de justice de la République	58
Recherche et enseignement supérieur	
150 – Formations supérieures et recherche universitaire	59
231 – Vie étudiante	60
172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	60
193 – Recherche spatiale	61
190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	61
192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	62
191 – Recherche duale (civile et militaire)	62
186 – Recherche culturelle et culture scientifique	62
142 – Enseignement supérieur et recherche agricoles	62
Régimes sociaux et de retraite	
198 – Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	64
197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	64
195 – Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	64
Relations avec les collectivités territoriales	
119 – Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	65
122 – Concours spécifiques et administration	65
Remboursements et dégrèvements	
200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	66
201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	66
Santé	
204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	67
183 – Protection maladie	

Sécurités

176 – Police nationale	68
152 – Gendarmerie nationale	69
207 – Sécurité et éducation routières.	69
161 – Sécurité civile	69
Solidarité, insertion et égalité des chances	
304 – Inclusion sociale et protection des personnes	71
157 – Handicap et dépendance	71
137 – Égalité entre les femmes et les hommes	72
124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72
Sport, jeunesse et vie associative	
219 – Sport	73
163 – Jeunesse et vie associative	73
Travail et emploi	
102 – Accès et retour à l'emploi	75
103 – Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	75
111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	76
155 – Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	76
BUDGETS ANNEXES	
Contrôle et exploitation aériens	
613 – Soutien aux prestations de l'aviation civile	78
612 – Navigation aérienne	78
614 – Transports aériens, surveillance et certification	79
Publications officielles et information administrative	
623 – Édition et diffusion	80
624 – Pilotage et ressources humaines	80
COMPTES SPÉCIAUX	
Aides à l'acquisition de véhicules propres	
791 – Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres	81
792 – Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de véhicules polluants	81
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	
751 – Structures et dispositifs de sécurité routière	82
753 – Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	82

754 – Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	82
755 – Désendettement de l'État	82
Développement agricole et rural	
775 – Développement et transfert en agriculture	83
776 – Recherche appliquée et innovation en agriculture	83
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	
793 – Électrification rurale	84
794 – Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries	84
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	
787 – Répartition régionale de la ressource consacrée au développement de l'apprentissage	85
790 – Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage	85
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	
721 – Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État (libellé modifié)	86
723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État (libellé modifié)	86
Participation de la France au désendettement de la Grèce	
795 – Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur le titres grecs	
796 – Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France	87
Participations financières de l'État	
731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	88
732 – Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État	88
Pensions	
741 – Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	89
742 – Ouvriers des établissements industriels de l'État	89
743 – Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	89
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	
785 – Exploitation des services nationaux de transport conventionnés	90
786 – Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés	90
Transition énergétique	
764 – Soutien à la transition énergétique	91
765 – Engagements financiers liés à la transition énergétique	91

Accords monétaires internationaux Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics 821 – Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.......93 823 – Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics.......93 825 – Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex......93 Avances à l'audiovisuel public 845 – Institut national de l'audiovisuel. Avances aux collectivités territoriales 832 – Avances aux collectivités et établissements publics, et à la Nouvelle-Calédonie.......96 833 – Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes.......96 Prêts à des États étrangers 851 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au 853 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et 854 – Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro.......97 Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

PARTIE II

Liste des objectifs et des indicateurs envisagés pour le PLF 2018

(budget général, budgets annexes et comptes spéciaux)

Budget général

MISSION Action extérieure de l'État

de l'usager)

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MAA.2	(P151.1)	Assurer un service consulaire de qualité
	P151.1.1	Délais de traitement des documents administratifs et des demandes de titres (du point de vue de l'usager)
MAA.1	(P185.2)	Renforcer le développement international
	P185.2.2	Promotion de l'attractivité de la France (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	105 – Action de la France en Europe et dans le monde
	OBJECTIF 1	Renforcer la sécurité internationale et la sécurité des Français
	Indicateur 1.1	Evaluation de la politique de coopération, de sécurité et de défense (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Veiller à la sécurité des Français à l'étranger (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Promouvoir le multilatéralisme et construire l'Europe
	Indicateur 2.1	Optimiser l'effort français en faveur du maintien de la paix (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Assurer un service diplomatique efficient et de qualité
	Indicateur 3.1	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Efficience de la fonction support (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.3	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.4	Respect des coûts et délais des grands projets d'investissement (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.5	Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	185 – Diplomatie culturelle et d'influence
	OBJECTIF 1	Renforcer l'influence culturelle de la France en Europe et dans le monde
	Indicateur 1.1	Diffusion de la langue française (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Renforcer le développement international
	Indicateur 2.1	Appui au commerce extérieur (du point de vue du citoyen) Promotion de l'attractivité de la France (du point de vue du citoyen)
mission		
	OBJECTIF 3	Améliorer le pilotage et l'efficience dans la gestion des crédits
	Indicateur 3.1	Dynamisation des ressources externes (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	151 – Français à l'étranger et affaires consulaires
	OBJECTIF 1	Assurer un service consulaire de qualité
mission	Indicateur 1.1	Délais de traitement des documents administratifs et des demandes de titres (du point de vue

Indicateur 1.2 Nombre de documents délivrés par ETPT (du point de vue du contribuable)

Programme 347 – Présidence française du G7 (nouveau)

MISSION

Administration générale et territoriale de l'État

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques .
MAB.1	(P307.1)	Améliorer la prévention des risques
	P307.1.2	Niveau de préparation aux crises (du point de vue du citoyen)
MAB.2	(P307.2)	Optimiser les conditions de délivrance de titres fiables et l'efficacité des services de délivrance de titres
	P307.2.2	Délais moyens de délivrance des titres (du point de vue de l'usager)
MAB.3	(P216.1)	Optimiser la fonction juridique du ministère
	P216.1.1	Taux de réussite de l'Etat (SGAMI et préfectures) devant les juridictions administratives et judiciaires (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	307 - Administration territoriale
	OBJECTIF 1	Améliorer la prévention des risques
	Indicateur 1.1	Taux d'établissements recevant du public soumis à obligation de contrôle visités par la commission de sécurité (du point de vue du citoyen)
mission	Indicateur 1.2	Niveau de préparation aux crises (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Optimiser les conditions de délivrance de titres fiables et l'efficacité des services de délivrance de titres
	Indicateur 2.1	Taux de dossiers de fraude documentaire détectés par les préfectures (du point de vue de l'usager)
mission	Indicateur 2.2	Délais moyens de délivrance des titres (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Moderniser et rationaliser le contrôle de légalité
	Indicateur 3.1	Taux de contrôle des actes des collectivités locales et établissements publics (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Taux d'actes transmis via le système d'information @CTES (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Développer les actions de modernisation et de qualité
	Indicateur 4.1	Taux de préfectures certifiées ou labellisées Qualipref numérique 2.0 (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	232 – Vie politique, cultuelle et associative
	OBJECTIF 1	Organiser les élections au meilleur coût
	Indicateur 1.1	Coût moyen de l'élection par électeur inscrit sur les listes électorales (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
	OBJECTIF 1	Optimiser la fonction juridique du ministère
mission	Indicateur 1.1	Taux de réussite de l'Etat (SGAMI et préfectures) devant les juridictions administratives et judiciaires (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Améliorer la qualité et l'efficience des fonctions supports (libellé modifié)
	Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Indicateur 2.3	Efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Efficience informatique et bureautique (du point de vue du contribuable) Efficience immobilière (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.4	Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)

MISSION

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MAC.1	(P149.1)	Combiner la performance économique et environnementale des exploitations agricoles ainsi que des filières agroalimentaires et forestières (libellé modifié)
	P149.1.1	Excédent brut d'exploitation des entreprises agricoles / concours publics à l'agriculture (du point de vue du contribuable) (nouveau)
	P149.1.4	Part des superficies cultivées en agriculture biologique dans la superficie agricole utilisée (S.A.U.) (du point de vue du citoyen)
MAC.2	(P206.1)	Favoriser le changement de pratiques afin de préserver la santé publique et l'environnement
	P206.1.1	Maîtrise de l'utilisation des pesticides et des antibiotiques (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	149 – Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières
	OBJECTIF 1	Combiner la performance économique et environnementale des exploitations agricoles ainsi que des filières agroalimentaires et forestières (libellé modifié)
mission	Indicateur 1.1	Excédent brut d'exploitation des entreprises agricoles / concours publics à l'agriculture (du point de vue du contribuable) (nouveau)
	Indicateur 1.2	Evolution des parts de marché françaises à l'international pour les produits agricoles et agro- alimentaires, forêt-bois, bio-sources et le machinisme agricole (du point de vue du citoyen) (nouveau)
	Indicateur 1.3	Récolte de bois rapportée à la production biologique (du point de vue du citoyen)
mission	Indicateur 1.4	Part des superficies cultivées en agriculture biologique dans la superficie agricole utilisée (S.A.U.) (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.5	Part des agriculteurs certifiés en agriculture biologique dans le nombre total des agriculteurs (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Investir dans les territoires ruraux et les filières d'avenir (libellé modifié)
	Indicateur 2.1	Poids de l'installation aidée (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Part des bénéficiaires d'ICHN dans l'ensemble des demandeurs des aides PAC (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.3	Part des surfaces forestières gérées de façon durable (du point de vue du citoyen) (nouveau)
	OBJECTIF 3	Renforcer la qualité du service et maîtriser les coûts de gestion des politiques publiques (libellé modifié)
	Indicateur 3.1	Coût de gestion des aides PAC (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 4	Mieux contrôler les activités de pêche (nouveau)
	Indicateur 4.1	Contrôles menés dans le cadre de la politique commune des pêches (du point de vue du citoyen)
Programme		206 – Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
	OBJECTIF 1	Favoriser le changement de pratiques afin de préserver la santé publique et l'environnement
mission	Indicateur 1.1	Maîtrise de l'utilisation des pesticides et des antibiotiques (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Promotion de l'ancrage territorial de l'alimentation (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)

OBJECTIF 2 Evaluer, prévenir et réduire les risques sanitaires à tous les stades de la production (libellé modifié) Suivi de l'activité de l'ANSES (du point de vue du citoyen) (nouveau) Indicateur 2.1 Suivi des non-conformités constatées lors des inspections (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.2 **OBJECTIF 3** S'assurer de la réactivité et de l'efficience du système de contrôle sanitaire Préparation à la gestion de risques sanitaires (du point de vue du citoyen) (libellé modifié) Indicateur 3.1 Efficacité des services de contrôle sanitaire (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.2 215 - Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture Programme Sécuriser et simplifier l'accès des usagers au droit, aux données et procédures du **OBJECTIF 1** ministère Taux d'utilisation des téléprocédures (du point de vue de l'usager) Indicateur 1 1 Optimiser l'efficience de la gestion des ressources humaines et s'assurer de la **OBJECTIF 2** meilleure adéquation missions/moyens Efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.1 Taux d'adéquation missions/moyens (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.2 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du Indicateur 2.3 point de vue du citoyen) **OBJECTIF 3** Mettre en oeuvre les actions ministérielles dans des conditions optimales de coût et de qualité de service Efficience de la fonction immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.1 Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.2 Efficience de la fonction informatique (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.3

MISSION

MAD.1

Aide publique au développement

(P209.3)

Renforcer les partenariats, mettre en oeuvre les partenariats différenciés et

promouvoir nos priorités géographiques

P209.3.2 Concentration des subventions (du point de vue du citoyen)

Programme 110 – Aide économique et financière au développement

OBJECTIF 1 Faire valoir les priorités stratégiques françaises au sein des banques et fonds

multilatéraux

Indicateur 1.1 Part des ressources subventionnées des banques multilatérales de développement et des fonds

multilatéraux qui sont affectées aux zones géographiques prioritaires (du point de vue du

contribuable)

OBJECTIF 2 Assurer une gestion efficace et rigoureuse des crédits octroyés à l'aide au

développement

Indicateur 2.1 Montant d'aide au développement apportée par l'AFD sous forme de prêt par euro de

subvention de l'Etat (du point de vue du contribuable)

Indicateur 2.2 Capacité de l'AFD et de la Banque mondiale à mener avec succès des projets compatibles avec

la réalisation de leurs objectifs de développement (du point de vue du contribuable)

Programme 209 – Solidarité à l'égard des pays en développement

OBJECTIF 1 Lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités

Indicateur 1.1 Lutter contre la pauvreté et réduire les inégalités (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 2 Promouvoir l'Agenda du développement durable

Indicateur 2.1 Promouvoir l'Agenda du développement durable (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 3 Renforcer les partenariats, mettre en oeuvre les partenariats différenciés et promouvoir

nos priorités géographiques

Indicateur 3.1 Renforcer les partenariats (du point de vue du contribuable)

mission Indicateur 3.2 Concentration des subventions (du point de vue du citoyen)

MISSION Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Objectifs et indicateurs stratégiques

Objection	ot malcatcars strat	0914400
MMB.1	(P167.1)	Sensibiliser chaque classe d'âge à l'esprit de défense par une JDC de qualité et pour un coût maîtrisé
	P167.1.1	Taux de satisfaction de l'"usager" de la JDC (du point de vue de l'usager)
MMB.2	(P169.1)	Liquider les dossiers avec la meilleure efficacité et la meilleure qualité possibles
	P169.1.1	Délai moyen de traitement d'un dossier de pension militaire d'invalidité (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	167 – Liens entre la Nation et son armée
	OBJECTIF 1	Sensibiliser chaque classe d'âge à l'esprit de défense par une JDC de qualité et pour un coût maîtrisé
mission	Indicateur 1.1	Taux de satisfaction de l'"usager" de la JDC (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.2	Coût moyen par participant (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant
	OBJECTIF 1	Liquider les dossiers avec la meilleure efficacité et la meilleure qualité possibles
mission	Indicateur 1.1	Délai moyen de traitement d'un dossier de pension militaire d'invalidité (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Régler les prestations de soins médicaux gratuits avec la meilleure efficacité possible
	Indicateur 2.1	Nombre moyen de dossiers de soins médicaux gratuits traités par agent (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 3	Fournir les prestations de l'ONAC-VG avec la meilleure efficacité possible
	Indicateur 3.1	Nombre moyen de dossiers de cartes et titres traités par agent (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 4	Fournir les prestations médicales, paramédicales et hôtelières aux pensionnaires de l'Institution nationale des Invalides au meilleur rapport qualité-coût
	Indicateur 4.1	Coût de la journée d'un pensionnaire de l'INI (du point de vue du contribuable)
Programme		158 – Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale
	OBJECTIF 1	Améliorer le délai de paiement des dossiers d'indemnisation des victimes de spoliations après l'émission des recommandations favorables
	Indicateur 1.1	Délai moyen de paiement des dossiers d'indemnisation des victimes de spoliations (résidents français et non résidents) après émission de la recommandation (du point de vue de l'usager)

MISSION Cohésion des territoires

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MVA.1	(P109.1)	Aider les ménages modestes à faire face à leurs dépenses de logement
	P109.1.1	Taux d'effort net médian des ménages en locatif ordinaire ou en accession selon la configuration familiale et le type de parc (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
MVA.2	(P135.1)	Satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs, en particulier dans les zones tendues
	P135.1.1	Fluidité du parc de logements sociaux (du point de vue du citoyen)
MVA.3	(P177.1)	Améliorer la qualité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables
	P177.1.2	Taux de réponse positive du SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation) aux demandes d'hébergement et de logement (du point de vue de l'usager)
MVA.4	(P147.3)	Lutter contre les concentrations de pauvreté et favoriser l'accès et le retour à l'emploi des habitants des QPV (libellé modifié)
	P147.3.1	Rapport entre le revenu fiscal moyen par unité de consommation des QPV et celui de leurs agglomérations (du point de vue de l'usager)
MVA.5	(P112.1)	Soutenir la compétitivité et l'attractivité des territoires
	P112.1.2	Ecart du taux de création d'entreprises dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire par rapport à la moyenne nationale (du point de vue du citoyen)
Programme		177 – Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables
	OBJECTIF 1	Améliorer la qualité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables
mission	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Part des personnes sortant de CHRS qui accèdent à un logement (du point de vue du citoyen) Taux de réponse positive du SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation) aux demandes d'hébergement et de logement (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.3	Proportion de places en logement accompagné par rapport au nombre de places d'hébergement (HI + HS + HU) (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Améliorer l'efficience de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables
	Indicateur 2.1	Suivi de la contractualisation pluriannuelle entre les opérateurs locaux et l'État (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Écart type des coûts moyens régionaux d'une place en CHRS (du point de vue du contribuable)
Programm	e	109 – Aide à l'accès au logement
	OBJECTIF 1	Aider les ménages modestes à faire face à leurs dépenses de logement
mission	Indicateur 1.1	Taux d'effort net médian des ménages en locatif ordinaire ou en accession selon la configuration familiale et le type de parc (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
Programme		135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
	OBJECTIF 1	Satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs, en particulier dans les zones tendues
mission	Indicateur 1.1	Fluidité du parc de logements sociaux (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Pourcentage de logements locatifs sociaux financés (en PLUS, PLAI) et agréés (en PLS) par zone (du point de vue du contribuable)

Part des personnes auxquelles une offre de logement adaptée a été faite dans le cadre de la Indicateur 1.3 mise en oeuvre du droit au logement opposable (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 2** Promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations Atteinte des objectifs annuels de financement de logements locatifs sociaux (LLS) dans les Indicateur 2.1 communes soumises à l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) (du point de vue du citoven) **OBJECTIF 3** Améliorer et adapter la qualité du parc privé Performance des dispositifs de l'Anah traitant des principaux enjeux de l'habitat privé (du point Indicateur 3 1 de vue de l'usager) (nouveau) Soutenir l'accession sociale à la propriété **OBJECTIF 4** Indicateur 4.1 Pourcentage des bénéficiaires du PTZ+ par catégorie de revenus (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 5** Promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, dans la construction Part des dépenses énergétiques relatives au chauffage dans la consommation énergétique Indicateur 5.1 globale des logements (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 6** Promouvoir la planification, la connaissance et le développement des territoires Taux de pénétration de la planification urbaine intercommunale (du point de vue du citoyen) Indicateur 6.1 Développement des pôles urbains d'intérêt national (du point de vue du citoyen) Indicateur 6.2 112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du Programme territoire **OBJECTIF 1** Soutenir la compétitivité et l'attractivité des territoires Efficience des financements attribués aux entreprises bénéficiaires de la prime d'aménagement Indicateur 1.1 du territoire (du point de vue du citoyen) Ecart du taux de création d'entreprises dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire mission Indicateur 1.2 par rapport à la moyenne nationale (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 2** Accompagner les mutations économiques et renforcer la cohésion sociale et territoriale Taux d'emplois directs créés dans les contrats de redynamisation des sites de défense (CRSD Indicateur 2.1 et PLR) (du point de vue du citoyen) Réduction du temps d'accès des usagers à une maison de services au public (du point de vue Indicateur 2.2 de l'usager) 162 – Interventions territoriales de l'État Programme **OBJECTIF 1** Reconquérir la qualité de l'eau en Bretagne Concentration movenne en nitrates des cours d'eau des baies du plan algues vertes (du point Indicateur 1.1 de vue du citoven) **OBJECTIF 2** Assurer une remise à niveau des équipements structurants de la Corse Qualité des équipements structurants de la Corse (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 Préserver la biodiversité, les habitats et le caractère de zone humide du Marais **OBJECTIF 3** poitevin Evolution de la surface des prairies dans la zone du Marais poitevin par rapport à celle Indicateur 3.1 constatée dans les départements couvrant la zone (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 4** Réduire l'exposition des populations de Martinique et de Guadeloupe au chlordécone Exposition des populations de Martinique et de Guadeloupe au chlordécone via les denrées Indicateur 4.1 alimentaires consommées ou mises sur le marché (du point de vue du citoyen)

Programme	147 – Politique de la ville
OBJECTIF 1	Renforcer l'activité et la mixité fonctionnelle des territoires urbains prioritaires (libellé modifié)
Indicateur 1.1	Écart entre la densité d'établissements exerçant une activité d'industrie et de commerce dans les territoires entrepreneurs et celle constatée dans les unités urbaines correspondantes (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Améliorer l'encadrement éducatif et les chances de réussite scolaire des élèves les plus en difficulté
Indicateur 2.1	Évolution des chances de réussite scolaire des élèves scolarisés en collège REP+ dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 3	Lutter contre les concentrations de pauvreté et favoriser l'accès et le retour à l'emploi des habitants des QPV (libellé modifié)
mission Indicateur 3.1	Rapport entre le revenu fiscal moyen par unité de consommation des QPV et celui de leurs agglomérations (du point de vue de l'usager)
OBJECTIF 4	Améliorer la qualité de l'habitat pour les habitants des quartiers concernés par le PNRU et le NPNRU (libellé modifié)
Indicateur 4.1	Suivi de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux dans le cadre des programmes de rénovation urbaine (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)

MISSION Conseil et contrôle de l'État

Objectifs et indicateurs stratégiques

Objectiis	et maicateurs stra	tegriques
MCA.1	(P126.1)	Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation
	P126.1.1	Production intellectuelle du CESE (du point de vue du citoyen)
MCA.2	(P164.2)	Contribuer à l'amélioration de la gestion publique et des politiques publiques
	P164.2.1	Suites données aux recommandations de la Cour et des chambres régionales et territoriales des comptes (du point de vue du citoyen)
MCA.3	(P165.1)	Réduire les délais de jugement
	P165.1.1	Délai moyen constaté de jugement des affaires (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	165 – Conseil d'État et autres juridictions administratives
	OBJECTIF 1	Réduire les délais de jugement
mission	Indicateur 1.1	Délai moyen constaté de jugement des affaires (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.2	Proportion d'affaires en stock enregistrées depuis plus de 2 ans au Conseil d'Etat, dans les cours administratives d'appel et dans les tribunaux administratifs et depuis plus d'un an à la Cour nationale du droit d'asile (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Maintenir la qualité des décisions juridictionnelles
	Indicateur 2.1	Taux d'annulation des décisions juridictionnelles (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Améliorer l'efficience des juridictions
	Indicateur 3.1	Nombre d'affaires réglées par membre du Conseil d'État, par magistrat des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, ou par rapporteur de la Cour nationale du droit d'asile (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Nombre d'affaires réglées par agent de greffe (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 4	Assurer l'efficacité du travail consultatif
	Indicateur 4.1	Proportion des textes examinés en moins de deux mois par les sections administratives du Conseil d'Etat (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	126 – Conseil économique, social et environnemental
	OBJECTIF 1	Associer les principales organisations de la société civile à l'élaboration de la politique économique sociale et environnementale de la Nation
mission	Indicateur 1.1	Production intellectuelle du CESE (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Activités partenariales (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.3	Diffusion des avis du CESE et mention dans la presse de l'institution et de ses travaux (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Assurer le bon fonctionnement de l'institution
	Indicateur 2.1	Assiduité aux réunions (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.2	Fonctionnement (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.3	Gestion environnementale de l'institution (du point de vue du citoyen)

164 – Cour des comptes et autres juridictions financières Programme Garantir la qualité des comptes publics **OBJECTIF 1** Part contrôlée des comptes tenus par les comptables publics (en masse financière) (du point de Indicateur 1 1 vue du citoyen) Effets sur les comptes des travaux de certification (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.2 **OBJECTIF 2** Contribuer à l'amélioration de la gestion publique et des politiques publiques Suites données aux recommandations de la Cour et des chambres régionales et territoriales des Indicateur 2.1 mission comptes (du point de vue du citoyen) Délais des travaux d'examen de la gestion (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.2 OBJECTIF 3 Assister les pouvoirs publics Réalisation des travaux demandés par les pouvoirs publics dans les délais (du point de vue de Indicateur 3.1 l'usager) Indicateur 3.2 Nombre d'auditions au Parlement (du point de vue du citoyen) OBJECTIF 4 Informer les citoyens Nombre de retombées presse (du point de vue du citoyen) Indicateur 4.1 Fréquentation du site Internet des juridictions financières (du point de vue du citoyen) Indicateur 4.2 Sanctionner les irrégularités et la mauvaise gestion **OBJECTIF 5** Délais de jugement (du point de vue de l'usager) Indicateur 5.1

Programme 340 – Haut Conseil des finances publiques

OBJECTIF 1 Contribuer à la qualité de l'élaboration des projets de textes financiers

Indicateur 1.1 Avis rendus dans les délais (du point de vue du citoyen)

MISSION Crédits non répartis

Programme 551 – Provision relative aux rémunérations publiques

Programme 552 – Dépenses accidentelles et imprévisibles

MISSION Culture

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MCB.1	(P175.2)	Accroître l'accès du public au patrimoine national
	P175.2.2	Fréquentation des institutions patrimoniales et architecturales (du point de vue du citoyen)
MCB.2	(P224.1)	Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur
	P224.1.1	Taux d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur Culture (du point de vue du citoyen)
MCB.3	(P224.2)	Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle
	P224.2.1	Part des enfants et adolescents ayant bénéficié d'une action d'éducation artistique et culturelle (du point de vue de l'usager)
MCB.4	(P131.1)	Inciter à l'innovation et à la diversité de la création
	P131.1.1	Renouvellement des bénéficiaires des dispositifs de soutien à la création (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	175 – Patrimoines
	OBJECTIF 1	Améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines
	Indicateur 1.1	Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 1.2	Archéologie préventive : Proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic et/ou d'un arrêté de prescription de fouilles préventives (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.3	Qualité de la maîtrise d'ouvrage Etat (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Accroître l'accès du public au patrimoine national
	Indicateur 2.1	Accessibilité des collections au public (du point de vue du citoyen)
mission	Indicateur 2.2	Fréquentation des institutions patrimoniales et architecturales (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.3	Taux de satisfaction du public des institutions et des sites patrimoniaux (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Elargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics
	Indicateur 3.1	Effet de levier de la participation financière de l'Etat dans les travaux de restauration des monuments historiques qui ne lui appartiennent pas (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Taux de ressources propres des institutions patrimoniales et architecturales (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	131 – Création
	OBJECTIF 1	Inciter à l'innovation et à la diversité de la création
mission	Indicateur 1.1	Renouvellement des bénéficiaires des dispositifs de soutien à la création (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Place de la création dans la programmation des structures de production subventionnées (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Donner des bases économiques et professionnelles solides à la création
	Indicateur 2.1	Équilibre financier des opérateurs (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Promotion de l'emploi artistique (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 3 Augmenter la fréquentation du public dans les lieux culturels sur l'ensemble du Fréquentation des lieux subventionnés (du point de vue du citoyen) Indicateur 3.1 Diffuser davantage les oeuvres et les productions culturelles en France et à l'étranger **OBJECTIF 4** Effort de diffusion territoriale (du point de vue du citoyen) Indicateur 4.1 Intensité de représentation et de diffusion des spectacles (du point de vue du contribuable) Indicateur 4.2 224 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture Programme Améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur **OBJECTIF 1** Taux d'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur Culture (du point de Indicateur 1.1 mission vue du citoyen) Favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de **OBJECTIF 2** l'éducation artistique et culturelle Part des enfants et adolescents ayant bénéficié d'une action d'éducation artistique et culturelle mission Indicateur 2.1 (du point de vue de l'usager) Effort de développement de l'éducation artistique et culturelle dans les territoires prioritaires (du Indicateur 2.2 point de vue de l'usager) Accessibilité des établissements publics d'enseignement supérieur culturel aux personnes en Indicateur 2.3 situation de handicap (du point de vue de l'usager) **OBJECTIF 3** Optimiser l'utilisation des crédits dédiés aux fonctions soutien Coût des fonctions soutien par ETP (hors charges immobilières) (du point de vue du Indicateur 3.1 contribuable) Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.2 Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Indicateur 3 3 Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 3 4 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du Indicateur 3.5 point de vue du citoyen) Indicateur transversal d'efficience de la fonction achats (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.6

MISSION **Défense**

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MDA.1	(P178.4)	Assurer la fonction stratégique intervention
	P178.4.1	Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France (du point de vue du citoyen)
MDA.2	(P146.1)	Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès des opérations des forces armées
	P146.1.1	Taux de réalisation des équipements (du point de vue du citoyen)
Programm	e	144 – Environnement et prospective de la politique de défense
	OBJECTIF 1	Renforcer une démarche prospective européenne en matière de sécurité et de défense en promouvant une démarche prospective commune
	Indicateur 1.1	Taux de coopération européenne en matière de prospective, de recherche et de technologie (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Améliorer le niveau de sécurité des forces et du patrimoine industriel et économique lié à la défense (DPSD)
	Indicateur 2.1 Indicateur 2.2	Taux d'avis émis dans les délais prescrits (du point de vue du citoyen) Taux des sites du domaine militaire et des sites industriels et économiques liés à la défense inspectés dans les délais prescrits (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Développer les capacités scientifiques technologiques et industrielles nécessaires à la défense
	Indicateur 3.1	Taux de progression des technologies spécifiques nécessaires à la défense (du point de vue de citoyen)
	OBJECTIF 4	Contribuer à l'autorisation et au contrôle des transferts des biens et technologies sensibles
	Indicateur 4.1	Délai de traitement des dossiers d'exportation de matériels de guerre (du point de vue de l'usager)
Programm	e	178 – Préparation et emploi des forces
	OBJECTIF 1	Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation
	Indicateur 1.1	Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Assurer la fonction stratégique de prévention
	Indicateur 2.1	Efficacité du pré-positionnement des forces (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)
	Indicateur 3.1	Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Assurer la fonction stratégique intervention
mission	Indicateur 4.1	Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 4.2	Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises (du point de vue de citoyen)

Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en

OBJECTIE 5

puissance maximale des capacités militaires prévues par le Livre blanc Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement (du point de vue du citoyen) Indicateur 5.1 Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels (du point de Indicateur 5.2 vue du citoyen) **OBJECTIF 6** Renforcer l'efficience du soutien sur des fonctions cibles pour concentrer la ressource sur le renouvellement des matériels et les opérations Efficience de la fonction « restauration-hébergement » (du point de vue du contribuable) Indicateur 6.1 Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu (du point de vue du Indicateur 6.2 contribuable) 212 - Soutien de la politique de la défense Programme **OBJECTIF 1** Réussir la transformation du ministère et garantir les grands équilibres portés par la LPM Taux de reclassement du personnel militaire (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.1 Performance des leviers de départs aidés rapportée aux volumes de déflation (du point de vue Indicateur 1.2 de l'usager) **OBJECTIF 2** Mettre les infrastructures à la disposition des forces armées en maîtrisant les coûts et les délais. Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure (du point de vue du Indicateur 2.1 contribuable) **OBJECTIE 3** Rationaliser le développement des projets informatiques Respect des délais et des coûts des projets informatiques (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.1 **OBJECTIF 4** Développer la politique mémorielle et culturelle du ministère afin de favoriser la transmission de l'esprit de défense Ressources propres des trois musées rapportées à leur coût de fonctionnement (du point de Indicateur 4.1 vue du contribuable) Renforcer l'efficience du soutien sur des fonctions cibles **OBJECTIF 5** Efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 5.1 Indicateur 5.2 Efficience immobilière (du point de vue du contribuable) Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable) Indicateur 5.3 Efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Indicateur 5.4 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du Indicateur 5.5 point de vue du citoyen) 146 - Équipement des forces Programme Mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires au succès **OBJECTIF 1** des opérations des forces armées Taux de réalisation des équipements (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 mission Evolution annuelle moyenne des délais de réalisation des opérations d'armement principales Indicateur 1.2 (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 2** Assurer une efficience maximale de la dépense d'équipement des forces Efficience du processus de paiement (du point de vue du contribuable) Indicateur 2 1 Evolution annuelle moyenne des devis à terminaison des opérations d'armement principales (du Indicateur 2.2 point de vue du contribuable)

MISSION Direction de l'action du Gouvernement

point de vue du citoyen)

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MDC.1	(P129.1)	Favoriser l'adoption, dans les meilleurs délais, des décrets d'application des lois et des mesures de transposition des directives européennes
	P129.1.1	Taux d'application des lois (du point de vue du citoyen)
	P129.1.2	Taux de déficit de transposition des directives européennes (du point de vue du citoyen)
MDC.2	(P129.5)	Améliorer la sécurité et la performance des systèmes d'information de l'Etat
	P129.5.1	Niveau de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	129 – Coordination du travail gouvernemental
	OBJECTIF 1	Favoriser l'adoption, dans les meilleurs délais, des décrets d'application des lois et des mesures de transposition des directives européennes
mission	Indicateur 1.1	Taux d'application des lois (du point de vue du citoyen)
mission	Indicateur 1.2	Taux de déficit de transposition des directives européennes (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Améliorer l'information du citoyen sur les actions du Gouvernement
	Indicateur 2.1	Niveau d'information sur l'action du gouvernement (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Niveau de connaissance des citoyens sur le danger des drogues (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Améliorer la coordination des actions interministérielles de lutte contre les drogues et les toxicomanies
	Indicateur 3.1	Niveau de mobilisation des partenaires locaux dans la lutte contre les drogues (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 4	Eclairer la décision politique en offrant une expertise reconnue
	Indicateur 4.1	Apport des travaux stratégiques et prospectifs pour éclairer l'action des pouvoirs publics et préparer les réformes (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 5	Améliorer la sécurité et la performance des systèmes d'information de l'Etat
mission	Indicateur 5.1	Niveau de sécurité des systèmes d'information de l'Etat (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 5.2	Niveau de maturité des systèmes d'information ministériels (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 6	Accompagner les administrations dans leur transformation et la simplification de leurs relations avec les usagers
	Indicateur 6.1	Taux de déploiement effectif des mesures de simplifications (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 6.2	Ouverture et diffusion des données publiques (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 6.3	Pourcentage des personnels d'encadrement partenaires du SGMAP estimant qu'il apporte un appui efficace dans la mise en oeuvre de la modernisation de l'action publique à travers ses actions (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 7	Optimiser le coût et la gestion des fonctions support
	Indicateur 7.1	Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 7.2	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 7.3	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 7.4	Respect des coûts et délais des grands projets d'investissement (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 7.5	Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 7.6	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du

308 - Protection des droits et libertés Programme **OBJECTIF 1** Défendre et protéger efficacement les droits et les libertés Nombre de dossiers et de réclamations traités par an et par un ETP d'agent traitant (du point de Indicateur 1 1 vue du contribuable) Délai moyen d'instruction des dossiers (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.2 Nombre de lieux contrôlés (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.3 Taux d'effectivité du suivi des prises de position des AAI (du point de vue du citoyen) (libellé Indicateur 1.4 modifié) Éclairer la décision politique en offrant une expertise reconnue **OBJECTIF 2** Développer et offrir une expertise reconnue permettant d'éclairer avec réactivité la décision Indicateur 2.1 politique ou le débat public (du point de vue de l'usager) (libellé modifié) **OBJECTIF 3** Optimiser la gestion des fonctions support Indicateur 3.1 Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.2 Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.3 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987 (du Indicateur 3.4 point de vue du citoyen) 333 - Moyens mutualisés des administrations déconcentrées Programme **OBJECTIF 1** Améliorer l'efficience de la gestion des services déconcentrés de l'Etat Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.1 Dépenses de fonctionnement par agent (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.2 Optimisation de l'occupation de l'immobilier de bureau (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.3 Assurer la parité des emplois de direction départementale interministérielle et de **OBJECTIF 2** secrétaires généraux aux affaires régionales Taux de féminisation des postes de direction (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1

Écologie, développement et mobilité durables

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques .
MTA.1	(P203.3)	Améliorer la régulation dans les transports routiers et développer la part des modes alternatifs à la route
	P203.3.1	Part modale des transports non routiers (du point de vue du citoyen)
MTA.2	(P181.1)	Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement
	P181.1.1	Nombre total pondéré de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT) (du point de vue du contribuable)
MTA.3	(P174.2)	Réduire les émissions de gaz à effet de serre
	P174.2.1	Emissions de gaz à effet de serre par habitant (du point de vue du citoyen)
Programme		203 – Infrastructures et services de transports
	OBJECTIF 1	Réaliser au meilleur coût les projets de desserte planifiés et moderniser efficacement les réseaux de transports
	Indicateur 1.1	Ecart entre les réalisations et les prévisions de coûts pour les opérations mises en service (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 1.2	Intérêt socio-économique des opérations (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Améliorer la qualité des infrastructures de transports
	Indicateur 2.1	Coût des opérations de régénération et d'entretien du réseau ferré (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Etat des réseaux routier, ferroviaire et fluvial (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Améliorer la régulation dans les transports routiers et développer la part des modes alternatifs à la route
mission	Indicateur 3.1	Part modale des transports non routiers (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Part de marché des grands ports maritimes (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.3	Contrôle des transports routiers (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	205 – Affaires maritimes (libellé modifié)
	OBJECTIF 1	Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement
	Indicateur 1.1	Ratio entre le nombre de personnes sauvées et le nombre de personnes impliquées dans un accident maritime après une opération de sauvetage coordonnée par les CROSS (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Taux d'identification des sources à l'origine de rejets illicites et polluants en mer (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.3	Contrôle des navires (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	OBJECTIF 2	Promouvoir la flotte de commerce et l'emploi maritime
	Indicateur 2.1	Taux des actifs maritimes (employés dans les domaines maritime et para-maritime) parmi les anciens élèves des établissements d'enseignement maritime 3 ans après l'obtention de leur diplôme de formation initiale (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
	Indicateur 2.2	Evolution de l'emploi et de la flotte de commerce maritime (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Mieux contrôler les activités maritimes et en particulier la pêche
	Indicateur 3.1	Taux d'infractions constatées à la pêche (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 1 Assurer la gestion intégrée de la ressource en eau Masses d'eau en bon état (du point de vue du citoyen) Indicateur 1 1 Préservation de la ressource en eau (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.2 **OBJECTIF 2** Préserver et restaurer la biodiversité Préservation de la biodiversité ordinaire (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 Effort de protection des espaces naturels terrestres et maritimes (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.2 159 - Expertise, information géographique et météorologie Programme **OBJECTIF 1** Veiller aux retombées collectives des activités techniques, scientifiques et économiques (libellé modifié) Production et diffusion des connaissances scientifiques et techniques (du point de vue du Indicateur 1.1 citoven) (libellé modifié) Financement de l'établissement par des ressources propres (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.2 (libellé modifié) **OBJECTIF 2** Cérema : devenir le centre de ressources et d'expertises partagé entre l'Etat et les collectivités territoriales, en appui aux politiques publiques d'aménagement durable des territoires (libellé modifié) Renforcer les relations de partenariat et d'innovation avec les collectivités territoriales (du point Indicateur 2.1 de vue de l'usager) **OBJECTIF 3** IGN : élaborer une description du territoire faisant autorité (libellé modifié) Appétence pour les données de l'IGN (du point de vue de l'usager) (nouveau) Indicateur 3.1 **OBJECTIF 4** Météo-France : disposer d'un système performant de prévision météorologique et d'avertissement des risques météorologiques Performance des modèles de prévision numérique du temps et de la procédure de vigilance Indicateur 4.1 météorologique (du point de vue de l'usager) (nouveau) 181 – Prévention des risques Programme **OBJECTIF 1** Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement Nombre total pondéré de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en mission Indicateur 1.1 ETPT) (du point de vue du contribuable) OBJECTIE 2 Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement Efficacité du fonds déchets (du point de vue du contribuable) Indicateur 2 1 **OBJECTIF 3** Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques Nombre de communes couvertes par un PPR (du point de vue du citoyen) Indicateur 3.1 Prévention des inondations (du point de vue du citoyen) Indicateur 3.2 **OBJECTIF 4** Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (du point de Indicateur 4.1 vue de l'usager)

113 – Paysages, eau et biodiversité

Programme

174 – Énergie, climat et après-mines Programme **OBJECTIF 1** Maîtriser l'énergie en réduisant la consommation et en développant l'usage des énergies renouvelables Efficience du fonds chaleur renouvelable de l'ADEME (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.1 **OBJECTIF 2** Réduire les émissions de gaz à effet de serre mission Emissions de gaz à effet de serre par habitant (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 345 - Service public de l'énergie Programme **OBJECTIF 1** Apporter une aide aux ménages en situation de précarité énergétique pour payer leurs factures d'énergie Nombre de ménages bénéficiaires (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement Programme et de la mobilité durables Mobiliser les pouvoirs publics et la société civile en faveur de la transition écologique **OBJECTIE 1** vers un développement durable Nombre d'emplois dans les éco-activités (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 Etre une administration exemplaire, au regard du développement durable, dans la **OBJECTIF 2** maîtrise des moyens de fonctionnement Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.1 Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.2 Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.3 **OBJECTIF 3** Appliquer une politique des ressources humaines responsable Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.1 Taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein des deux ministères (du point de vue du Indicateur 3.2 citoyen)

MISSION Économie

Indicateur 3.1

l'usager) (nouveau)

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MDB.1	(P134.1)	Renforcer l'efficacité des aides aux entreprises
MDD.1	P134.1.1	Ecart entre le taux de croissance des entreprises aidées par Bpifrance financement et celui des entreprises comparables (du point de vue du citoyen)
MDB.2		Développer un environnement juridique et administratif favorable à la création et à la croissance des entreprises
	MDB.2.1	Rang de classement de la France dans l'étude « Doing Business » de la Banque Mondiale (du point de vue du citoyen)
Programme		134 – Développement des entreprises et du tourisme
	OBJECTIF 1	Renforcer l'efficacité des aides aux entreprises
mission	Indicateur 1.1	Ecart entre le taux de croissance des entreprises aidées par Bpifrance financement et celui des entreprises comparables (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Ecart de taux de pérennité à 3 ans des entreprises aidées (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Améliorer l'efficacité du soutien public à l'internationalisation des entreprises
	Indicateur 2.1	Evolution de l'efficience du financement public de Business France en matière d'internationalisation des entreprises (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)
	OBJECTIF 3	Assurer le fonctionnement loyal et sécurisé des marchés
	Indicateur 3.1	Taux de suite opérationnelle des indices de pratiques anticoncurrentielles transmis aux services spécialisés (BIEC) (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Part des suites correctives et répressives dans les suites aux contrôles d'établissements (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Promouvoir l'offre touristique de qualité et le tourisme social
	Indicateur 4.1	Impact des politiques sociales de l'ANCV (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	343 – Plan 'France Très haut débit'
	OBJECTIF 1	Couvrir intégralement la France en accès à très haut débit d'ici 2022
	Indicateur 1.1	Part des logements et locaux professionnels de la zone d'intervention des collectivités territoriales qui seront éligibles au très haut débit d'ici 2022 (du point de vue de l'usager)
Programm	ne	220 – Statistiques et études économiques
	OBJECTIF 1	Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques
	Indicateur 1.1	Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts <i>(nouveau)</i>
	Indicateur 2.1	Dématérialisation des enquêtes (du point de vue de l'usager) (nouveau)
	OBJECTIF 3	Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics (nouveau)

Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr (du point de vue de

Programme	305 – Stratégie économique et fiscale	
OBJECTIF 1	Assurer la qualité de l'analyse et des prévisions présentées dans le projet de loi de finances, dans le domaine des évolutions économiques et dans celui des recettes fiscales	
Indicateur 1.1	Fiabilité comparée, au vu des réalisations, des prévisions du Gouvernement présentées dans le RESF et de celles des instituts de conjoncture (du point de vue du citoyen)	
Indicateur 1.2	Fiabilité des prévisions de recettes fiscales (du point de vue du citoyen)	
Indicateur 1.3	Fiabilité des prévisions de dépenses fiscales (du point de vue du citoyen)	
OBJECTIF 2	Contribuer à l'accessibilité et à la clarté de la norme fiscale	
Indicateur 2.1	Délais de production de la doctrine fiscale opposable à l'administration (du point de vue du citoyen)	
OBJECTIF 3	Assurer l'efficacité du réseau international de la Direction générale du Trésor	
Indicateur 3.1	Mise à disposition par les services économiques d'une information économique ciblée, pertinente et actualisée (du point de vue du citoyen)	
OBJECTIF 4	Assurer un traitement efficace du surendettement	
Indicateur 4.1	Capacité de la Banque de France à traiter dans les meilleurs délais un dossier de surendettement (du point de vue de l'usager)	
Indicateur 4.2	Proportion des mesures permettant l'apurement total et définitif de la situation de surendettement (du point de vue du citoyen)	

Efficience du traitement des dossiers de surendettement (du point de vue du contribuable)

Indicateur 4.3

MISSION Engagements financiers de l'État

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MEB.1	(P117.1)	Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité
	P117.1.2	Taux de couverture moyen des adjudications (du point de vue du citoyen)
MEB.2	(P145.1)	Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne
	P145.1.1	Efficience du fléchage de l'épargne réglementée vers le financement du logement social (du point de vue du citoyen)
	P145.1.2	Prélèvement effectué par l'Etat sur le fonds d'épargne (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	117 – Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)
	OBJECTIF 1	Couvrir le programme d'émission dans les meilleures conditions d'efficience et de sécurité
mission	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Adjudications non couvertes (du point de vue du citoyen) Taux de couverture moyen des adjudications (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Optimiser la gestion de la trésorerie en fonction des conditions de marché
	Indicateur 2.1	Solde du compte de l'Etat à la Banque de France en fin de journée (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Rémunération des placements de trésorerie (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 3	Améliorer l'information préalable par les correspondants du Trésor de leurs opérations financières affectant le compte du Trésor
	Indicateur 3.1	Taux d'annonce des correspondants du Trésor (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Obtenir un niveau de contrôle des risques de qualité constante et qui minimise la survenance d'incidents
	Indicateur 4.1 Indicateur 4.2	Qualité du système de contrôle (du point de vue du citoyen) Incidents d'exécution des opérations de dette et de trésorerie (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	114 – Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)
	OBJECTIF 1	Assurer l'équilibre à moyen terme des procédures publiques d'assurance-crédit, notamment en maintenant une dispersion suffisante des catégories de risques garantis
	Indicateur 1.1	Indice moyen pondéré du portefeuille des risques de l'assurance-crédit (risque pays) (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Satisfaire la demande des entreprises en couverture de risque de change, sous la contrainte de la gestion à l'équilibre de la procédure
	Indicateur 2.1	Position nette réévaluée (valeur du portefeuille risque/couverture au 31/12 de l'année) (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Nombre d'entreprises ayant bénéficié d'une garantie de change dont nombre de PME (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Encourager les PME à prospecter les marchés extérieurs
	Indicateur 3.1	Effet de levier de l'assurance-prospection (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Taux de retour en fin de période de garantie (du point de vue du contribuable)

OBJECTIF 4	Répondre aux besoins des entreprises en garanties du risque exportateur, tout en respectant le principe de subsidiarité et en limitant l'exposition de l'Etat sur les moins bons risques
Indicateur 4.1	Pourcentage des bons risques et des moins bons risques parmi les entreprises bénéficiaires des garanties du risque exportateur (du point de vue du citoyen)
Programme	145 – Épargne
OBJECTIF 1	Favoriser l'investissement dans le logement en préservant l'équilibre financier du fonds d'épargne
mission Indicateur 1.1	Efficience du fléchage de l'épargne réglementée vers le financement du logement social (du point de vue du citoyen)
mission Indicateur 1.2	Prélèvement effectué par l'Etat sur le fonds d'épargne (du point de vue du contribuable)
Indicateur 1.3	Taux de clôtures de PEL donnant lieu à un prêt d'épargne logement (en nombre) (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Encourager le développement de l'épargne individuelle à long terme afin de contribuer au financement de l'économie
Indicateur 2.1	Rapport des placements finançant les entreprises sur le total des placements des compagnies d'assurance dans le cadre des contrats d'assurance vie gérés (du point de vue du citoyen)
Programme	168 – Majoration de rentes
Programme	336 – Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité
Programme	338 – Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement
Programme	344 – Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque
OBJECTIF 1	Assurer un versement efficient des aides aux collectivités territoriales, groupements, établissements publics locaux et services départementaux d'incendie et de secours dans le cadre de la sortie des emprunts à risque
Indicateur 1.1	Part (en nombre) des rejets de virement (du point de vue du contribuable)

Enseignement scolaire

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MEC.2		Conduire tous les élèves à la maîtrise des connaissances et compétences du socle commun exigibles au terme de la scolarité primaire
	P139.1.2	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de sixième, les principales composantes du domaine 1 "le langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du citoyen
	P141.1.1	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de sixième, les principales composantes du domaine 1 "le langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun dans l'enseignement public (du point de vue du citoyen)
MEC.3		Conduire le maximum de jeunes aux niveaux de compétences attendues en fin de formation initiale et à l'obtention des diplômes correspondants
	MEC.3.1	Taux d'accès au diplôme national du brevet (DNB) (du point de vue du citoyen)
	MEC.3.2	Taux d'accès au baccalauréat (champs public et privé) (du point de vue du citoyen)
	MEC.3.3	Proportion de jeunes âgés de 18 à 24 ans ne possédant ni CAP, ni BEP, ni diplôme plus élevé et qui ne poursuivent ni études, ni formation (champs public et privé) (du point de vue du citoyen)
MEC.1		Favoriser la poursuite d'études des jeunes à l'issue de la scolarité secondaire (nouveau)
	MEC.1.1	Poursuite d'études des nouveaux bacheliers issus de l'enseignement public et privé (du point de vue du citoyen) (nouveau)
Programme		140 – Enseignement scolaire public du premier degré
	OBJECTIF 1	Conduire tous les élèves à la maîtrise des connaissances et compétences du socle commun exigibles au terme de la scolarité primaire
	Indicateur 1.1	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de CE2, les principales composantes du domaine 1 "les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Taux de redoublement (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.3	Proportion d'élèves entrant en sixième avec au moins un an de retard (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.4	Scolarisation des élèves du 1er degré en situation de handicap (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Promouvoir un aménagement équilibré du territoire éducatif en optimisant les moyens alloués
	Indicateur 2.1	Nombre d'académies bénéficiant d'une dotation globale équilibrée parmi les 30 académies (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Écarts de taux d'encadrement à l'école primaire entre éducation prioritaire (EP) et hors EP et proportion d'enseignants avec 5 ans et plus d'ancienneté en EP (du point de vue du citoyen)
Programme		141 – Enseignement scolaire public du second degré
	OBJECTIF 1	Conduire le maximum de jeunes aux niveaux de compétences attendues en fin de formation initiale et à l'obtention des diplômes correspondants
mission	Indicateur 1.1	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de sixième, les principales composantes du domaine 1 "les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun dans l'enseignement public (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de troisième, les principales composantes du domaine 1

"les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du

citoyen)

	Indicateur 1.3	Écart de taux de réussite au diplôme national du brevet (DNB) entre éducation prioritaire (EP) et hors EP (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.4	Mixité des filles et des garçons dans les formations technologiques et professionnelles (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.5	Taux d'accès au diplôme correspondant des élèves ou apprentis inscrits en première année d'un cycle de formation (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.6	Taux de redoublement (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.7	Proportion d'élèves entrant en 3ème avec au moins un an de retard (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.8	Scolarisation des élèves du second degré en situation de handicap (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Favoriser la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle des jeunes à l'issue de leur scolarité secondaire
	Indicateur 2.1	Poursuite d'études des nouveaux bacheliers (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Écarts de pourcentages entre les jeunes en situation d'emploi 7 mois après leur sortie du lycée (hors ceux qui poursuivent des études), selon le diplôme, et les 25-49 ans en situation d'emploi (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Promouvoir un aménagement équilibré du territoire éducatif en optimisant les moyens alloués
	Indicateur 3.1	Nombre d'académies bénéficiant d'une dotation équilibrée parmi les 30 académies (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Écart de taux d'encadrement au collège entre éducation prioritaire (EP) et hors EP et proportion des enseignants de 5 ans d'ancienneté et plus en EP (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.3	Pourcentage d'heures d'enseignement non assurées (pour indisponibilité des locaux, absence d'enseignants non remplacés) (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 3.4	Pourcentage d'heures d'enseignement délivrées devant des groupes de dix élèves ou moins (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	230 – Vie de l'élève
	OBJECTIF 1	Faire respecter l'école, améliorer le climat scolaire et favoriser l'apprentissage de la responsabilité et de la citoyenneté
	Indicateur 1.1	Taux d'absentéisme des élèves (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Proportion d'actes de violence grave signalés (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.3	Taux de participation des lycéens aux élections des "Conseils des délégués pour la vie lycéenne" (CVL) (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Promouvoir la santé des élèves et contribuer à améliorer leur qualité de vie
	Indicateur 2.1	Proportion d'élèves des écoles en éducation prioritaire ayant bénéficié d'une visite médicale dans leur 6ème année (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	Indicateur 2.2	Qualité de vie perçue des élèves de troisième (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.3	Taux de couverture des prescriptions des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées pour la scolarisation des élèves en situation de handicap (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	139 – Enseignement privé du premier et du second degrés
	OBJECTIF 1	Conduire tous les élèves à la maîtrise des connaissances et compétences du socle commun au terme de la scolarité primaire
	Indicateur 1.1	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de CE2, les principales composantes du domaine 1 "les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du citoyen)
mission	Indicateur 1.2	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de sixième, les principales composantes du domaine 1 "les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du citoyen)
	Indicatour 4.0	Tauy de redoublement (du point de vue de l'usager)

Indicateur 1.4	Proportion d'élèves venant du privé et entrant en sixième avec au moins un an de retard (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Conduire le maximum de jeunes aux niveaux de compétences attendues en fin de formation initiale et à l'obtention des diplômes correspondants
Indicateur 2.1	Proportion d'élèves maîtrisant, en fin de troisième, les principales composantes du domaine 1 "les langages pour penser et communiquer" du nouveau socle commun (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.2	Mixité des filles et des garçons dans les formations technologiques et professionnelles (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.3	Taux d'accès au diplôme correspondant des élèves ou apprentis inscrits en première année d'un cycle de formation (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.4	Taux de redoublement (du point de vue de l'usager)
Indicateur 2.5	Proportion d'élèves entrant en 3ème avec au moins un an de retard (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 3	Favoriser la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle des jeunes à l'issue de leur scolarité secondaire
Indicateur 3.1	Poursuite d'études des nouveaux bacheliers (du point de vue du citoyen)
Indicateur 3.2	Ecarts de pourcentages entre les jeunes en situation d'emploi 7 mois après leur sortie du lycée (hors ceux qui poursuivent des études) - selon le diplôme - et les 25-49 ans en situation d'emploi (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 4	Répondre aux besoins éducatifs de tous les élèves sur l'ensemble du territoire
Indicateur 4.1	Scolarisation des élèves en situation de handicap dans l'enseignement primaire et secondaire (du point de vue du citoyen)
Indicateur 4.2	Taux de remplacement (des congés maladie ou maternité) (du point de vue de l'usager)
Indicateur 4.3	Nombre d'académies bénéficiant d'une dotation en personnels équilibrée (du point de vue du contribuable)
Programme	214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale
OBJECTIF 1	Réussir la programmation et la gestion des grands rendez-vous de l'année scolaire
Indicateur 1.1	Nombre de postes d'enseignants non pourvus à la rentrée scolaire et durée moyenne des vacances de postes (enseignement public) (du point de vue de l'usager)
Indicateur 1.2	Coût des examens des élèves et des concours de personnels enseignants par candidat présent (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 2	Améliorer la qualité de la gestion des ressources humaines
Indicateur 2.1	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des personnes handicapées prévue par la loi n°87-517 du 10 juillet 1987 (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.2	Efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.3	Part des surnombres disciplinaires (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.4	Efficacité et efficience du remplacement des personnels enseignants des premier et second degrés public (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 3	Optimiser les moyens des fonctions support
Indicateur 3.1	Dépense de fonctionnement par agent (du point de vue du contribuable)
Indicateur 3.2	Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable)
Indicateur 3.3	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)
Indicateur 3.4	Respect des coûts et délais des grands projets (du point de vue du contribuable)
Indicateur 3.5	Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)

143 - Enseignement technique agricole Programme Assurer un enseignement général, technologique et professionnel conduisant à la **OBJECTIF 1** réussite scolaire et à une bonne insertion sociale et professionnelle Taux de réussite aux examens (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 Taux d'insertion professionnelle (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.2 Optimiser la gestion de la formation initiale scolaire **OBJECTIF 2** Coût unitaire de formation par élève pour l'Etat (enseignement agricole public) (du point de vue Indicateur 2.1 du contribuable) Taux d'heures d'enseignement devant des groupes de 10 élèves ou moins (classes, sections, Indicateur 2.2

groupes de TP/TD) (du point de vue du contribuable)

Gestion des finances publiques et des ressources humaines

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MGA.1		Améliorer l'efficience des réseaux du recouvrement fiscal (nouveau)
	MGA.1.1	Coût de collecte des recettes douanières et fiscales (du point de vue du contribuable) (nouveau)
MGA.2	(P156.1)	Garantir le recouvrement des recettes publiques et lutter contre la fraude
	P156.1.1	Taux de déclaration et de recouvrement spontanés (civisme) (du point de vue du citoyen)
MGA.3	(P302.2)	Soutenir le développement des entreprises à l'international
	P302.2.1	Part des opérations commerce extérieur bénéficiant de la certification douanière européenne d'opérateur économique agréé (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
Programn	ne	156 – Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local
	OBJECTIF 1	Garantir le recouvrement des recettes publiques et lutter contre la fraude
mission	Indicateur 1.1	Taux de déclaration et de recouvrement spontanés (civisme) (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Efficacité de la lutte contre la fraude fiscale (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.3	Traitement des dépenses publiques par les services facturiers (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Renforcer la qualité de service au profit des usagers et des partenaires
	Indicateur 2.1	Qualité des comptes publics (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.2	Délai de paiement des dépenses publiques (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.3 Indicateur 2.4	Dématérialisation de l'offre de service aux usagers (du point de vue de l'usager) Rapidité et qualité de la transmission des informations aux usagers (du point de vue de
		l'usager)
	OBJECTIF 3	Maîtriser les coûts de gestion de la DGFiP au profit d'une efficience accrue
	Indicateur 3.1	Taux d'intervention et d'évolution de la productivité (du point de vue du contribuable)
Programn	ne	218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières
	OBJECTIF 1	Améliorer l'information du Parlement et la qualité des services rendus aux administrations
	Indicateur 1.1	Qualité des objectifs, des indicateurs et de la JPE des programmes du budget de l'Etat (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.2	Taux de satisfaction des commanditaires/clients (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.3	Indice de satisfaction des bénéficiaires des prestations de l'AIFE (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Améliorer les conditions d'emploi des personnels
	Indicateur 2.1	Part des agents bénéficiant de prestations d'action sociale dans les secteurs de la restauration, de l'aide au logement et des séjours vacances pour enfants et adolescents (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
	OBJECTIF 3	Maîtriser le coût des fonctions support
	Indicateur 3.1	Gains relatifs aux actions achat interministérielles animées par la DAE (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Indicateur d'efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.3	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.4	Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.5	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)

Programme	302 – Facilitation et sécurisation des échanges
OBJECTIF 1	Intensifier la lutte contre la fraude et renforcer la protection des entreprises et des consommateurs (libellé modifié)
Indicateur 1.1	Lutte contre la fraude douanière et la criminalité organisée (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
Indicateur 1.2	Protection des entreprises et des consommateurs (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
OBJECTIF 2	Soutenir le développement des entreprises à l'international
mission Indicateur 2.1	Part des opérations commerce extérieur bénéficiant de la certification douanière européenne d'opérateur économique agréé (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
Indicateur 2.2	Taux de dématérialisation du dédouanement (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
Indicateur 2.3	Taux de satisfaction des opérateurs du commerce international (du point de vue de l'usager) (nouveau)
OBJECTIF 3	Améliorer l'efficacité de la collecte et des contrôles en matière douanière et fiscale (libellé modifié)
Indicateur 3.1	Efficacité de la collecte des recettes douanières (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)
Indicateur 3.2	Efficacité des contrôles douaniers et fiscaux (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)
Programme	148 – Fonction publique
OBJECTIF 1	Développer et promouvoir l'adaptation des règles actuelles aux exigences d'une gestion modernisée des ressources humaines de la fonction publique
Indicateur 1.1	Part des agents ayant basculé dans le dispositif RIFSEEP (du point de vue du contribuable) (nouveau)
Indicateur 1.2	Nombre de corps de fonctionnaires relevant de l'Etat ou des établissements publics administratifs après des mesures de fusion ou de mise en extinction - ou par un alignement sur des dispositions statutaires communes (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
OBJECTIF 2	Optimiser la formation initiale des fonctionnaires
Indicateur 2.1	Dépenses consacrées à la formation initiale dans les IRA et à l'ENA (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 3	Optimiser la réponse aux besoins des agents en matière d'action sociale
Indicateur 3.1	Coût de gestion des prestataires extérieurs chargés de la gestion de certaines prestations d'action sociale (du point de vue du contribuable)
Indicateur 3.2	Coût moyen annuel de réservation d'une place en crèche (du point de vue du contribuable)

MISSION Immigration, asile et intégration

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MIA.2	(P303.2)	Réduire les délais de traitement de la demande d'asile
	P303.2.1	Délai de l'examen d'une demande d'asile par l'OFPRA (du point de vue de l'usager)
MIA.3	(P104.1)	Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des étrangers
	P104.1.1	Efficience de la formation linguistique dans le cadre du CAI/CIR (contrat d'accueil et d'intégration/contrat d'intégration républicaine) (du point de vue du contribuable)
MIA.1	(P303.3)	Améliorer l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière
	P303.3.1	Nombre de retours forcés exécutés (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
Programn	ne	303 – Immigration et asile
	OBJECTIF 1	Optimiser la prise en charge des demandeurs d'asile
	Indicateur 1.1	Part des demandeurs d'asile hébergés (du point de vue de l'usager) (libellé modifié)
	Indicateur 1.2	Part des places occupées par des demandeurs d'asile et autres personnes autorisées (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)
	OBJECTIF 2	Réduire les délais de traitement de la demande d'asile
mission	Indicateur 2.1	Délai de l'examen d'une demande d'asile par l'OFPRA (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Améliorer l'efficacité de la lutte contre l'immigration irrégulière
mission	Indicateur 3.1	Nombre de retours forcés exécutés (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	Indicateur 3.2	Nombre de retours aidés exécutés (du point de vue du citoyen) (nouveau)
Programme		104 – Intégration et accès à la nationalité française
	OBJECTIF 1	Améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des étrangers
mission	Indicateur 1.1	Efficience de la formation linguistique dans le cadre du CAI/CIR (contrat d'accueil et d'intégration/contrat d'intégration républicaine) (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Améliorer l'efficacité du traitement des dossiers de naturalisation
	Indicateur 2.1	Efficacité de la procédure d'instruction d'un dossier de naturalisation (du point de vue du citoyen)

MISSION Investissements d'avenir

Programme	421 – Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche
OBJECTIF 1	Développer l'innovation pédagogique
Indicateur 1.1	Evolution des connaissances sur l'impact du numérique éducatif (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.2	Déploiement d'outils numériques individuels et collectifs ("classes mobiles") (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Intégrer et soutenir l'excellence de la recherche et enseignement supérieur
Indicateur 2.1	Evolution des établissements d'enseignement supérieur français dans les classements internationaux par rapport à l'Allemagne (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.2	Part de la production scientifique dans des revues à comité de lecture issues des programmes soutenus par le PIA dans la production française (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 3	Ouvrir les établissements à de nouveaux modes de gestion
Indicateur 3.1	Part des cofinancements dans la gestion des équipements structurants soutenus par le PIA (du point de vue du contribuable)
Programme	422 – Valorisation de la recherche
OBJECTIF 1	Faciliter l'appropriation de l'innovation
Indicateur 1.1	Nombre de brevets déposés par les entreprises soutenues par le PIA (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.2	Progression de la valeur ajoutée des entreprises soutenues par le PIA par rapport à la valeur ajoutée des entreprises françaises (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.3	Progression de la valeur ajoutée des sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Soutenir les investissements dans le parc industriel concourant au renforcement de la performance environnementale
Indicateur 2.1	Progression de l'investissement privé dans les investissements "verts" des entreprises soutenues (du point de vue du contribuable)
Programme	423 – Accélération de la modernisation des entreprises
OBJECTIF 1	Accélérer la croissance des PME et des ETI
Indicateur 1.1	Taux de pérennité des entreprises soutenues (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.2	Chiffre d'affaires à l'export des entreprises soutenues par rapport à celui des entreprises françaises (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.3	Pour information : investissements en capital innovation en proportion du PIB (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.4	Pour information : progression de la part des entreprises innovantes en France (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Soutenir la modernisation des entreprises françaises
Indicateur 2.1	Ecart de taux de numérisation des entreprises soutenues par rapport au taux de numérisation des entreprises françaises (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.2	Taux de croissance de la valeur ajoutée des éco-activités soutenues par le PIA par rapport au taux de croissance de la valeur ajoutée des éco-activités en France (du point de vue du citoyen)

MISSION Justice

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MJA.1	(P166.1)	Améliorer la qualité et l'efficacité de la justice
	P166.1.1	Délai moyen de traitement des procédures civiles, hors procédures courtes (du point de vue de l'usager)
MJA.2	(P107.1)	Favoriser la réinsertion
	P107.1.1	Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine ou d'une libération sous contrainte (du point de vue du citoyen)
MJA.3		Améliorer les conditions de détention des personnes sous main de justice ainsi que les conditions de sécurité et de travail des personnels pénitentiaires
	P107.2.1	Taux d'occupation des établissements pénitentiaires (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
MJA.4	(P182.1)	Garantir une aide à la décision efficace et améliorer la qualité des prises en charge éducatives
	P182.1.3	Part des jeunes âgés de moins de 17 ans à la clôture d'une mesure pénale qui n'ont ni récidivé, ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	166 – Justice judiciaire
	OBJECTIF 1	Améliorer la qualité et l'efficacité de la justice
mission	Indicateur 1.1	Délai moyen de traitement des procédures civiles, hors procédures courtes (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.2	Pourcentage des juridictions dépassant de 15% le délai moyen de traitement (cible) des procédures civiles (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.3	Délai moyen de traitement des procédures pénales (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.4 Indicateur 1.5	Nombre d'affaires civiles traitées par magistrat du siège (du point de vue du contribuable) Nombre d'affaires pénales traitées par magistrat du siège et du parquet (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 1.6	Nombre d'affaires civiles et pénales traitées par fonctionnaire (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 1.7	Taux de cassation (affaires civiles et pénales) (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Rendre plus efficaces la réponse pénale, l'exécution et l'aménagement des peines
	Indicateur 2.1	Taux d'alternatives aux poursuites (TGI) (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Délai moyen de transmission des décisions au Casier judiciaire national (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.3	Taux d'exécution des peines d'emprisonnement ferme ou en partie ferme (du point de vue du citoyen) (nouveau)
	OBJECTIF 3	Moderniser la gestion de la justice
	Indicateur 3.1	Dépense moyenne de frais de justice par affaire faisant l'objet d'une réponse pénale (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Nombre d'échanges dématérialisés des juridictions avec leurs partenaires (du point de vue du contribuable)
Programm	ne	107 – Administration pénitentiaire
	OBJECTIF 1	Favoriser la réinsertion
mission	Indicateur 1.1	Pourcentage de personnes placées sous écrou et condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine ou d'une libération sous contrainte (du point de vue du citoyen)

Indicateur 1.2	Mesure de l'activité des services pénitentiaires d'insertion et de probation (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.3	Pourcentage de détenus bénéficiant d'une formation générale ou professionnelle (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.4	Pourcentage de personnes détenues travaillant à l'intérieur des établissements pénitentiaires (du point de vue du citoyen)
Indicateur 1.5	Pourcentage de personnes condamnées à un SME ayant respecté l'obligation d'indemniser les victimes (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Améliorer les conditions de détention des personnes sous main de justice et les conditions de travail des personnels pénitentiaires
mission Indicateur 2.1	Taux d'occupation des établissements pénitentiaires (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
Indicateur 2.2	Nombre de détenus par cellule (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.3	Taux d'établissements pénitentiaires labellisés dans le processus de "prise en charge et accompagnement des personnes détenues" (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.4	Taux de places spécialisées créées depuis 2008 (du point de vue du citoyen)
Indicateur 2.5	Taux d'occupation des structures dédiées au maintien des liens familiaux (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 3	Renforcer la sécurité des établissements pénitentiaires
Indicateur 3.1	Nombre d'évasions pour 10 000 détenus (sous garde pénitentiaire directe/hors de l'établissement) (du point de vue du citoyen)
Indicateur 3.2	Taux d'incidents pour 10 000 détenus (du point de vue du citoyen)
Programme	182 – Protection judiciaire de la jeunesse
OBJECTIF 1	Garantir une aide à la décision efficace et améliorer la qualité des prises en charge éducatives
Indicateur 1.1	Délais de prise en charge (imputables aux services du secteur public et du secteur associatif habilité) (du point de vue de l'usager)
Indicateur 1.2	Taux d'inscription des jeunes pris en charge dans un dispositif d'insertion sociale et professionnelle ou de formation (du point de vue de l'usager)
mission Indicateur 1.3	Part des jeunes âgés de moins de 17 ans à la clôture d'une mesure pénale qui n'ont ni récidivé,
	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	
OBJECTIF 2 Indicateur 2.1	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen)
	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels
Indicateur 2.1	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Programme	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable) 101 – Accès au droit et à la justice Améliorer la qualité et l'efficience du service rendu en matière d'accès au droit et à la
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Programme OBJECTIF 1	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable) 101 – Accès au droit et à la justice Améliorer la qualité et l'efficience du service rendu en matière d'accès au droit et à la justice Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Programme OBJECTIF 1 Indicateur 1.1	Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable) 101 – Accès au droit et à la justice Améliorer la qualité et l'efficience du service rendu en matière d'accès au droit et à la justice Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à 60 jours (du point de vue de l'usager)
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Programme OBJECTIF 1 Indicateur 1.1 OBJECTIF 2	ni réitéré dans l'année qui a suivi (du point de vue du citoyen) Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable) 101 – Accès au droit et à la justice Améliorer la qualité et l'efficience du service rendu en matière d'accès au droit et à la justice Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à 60 jours (du point de vue de l'usager) Améliorer l'allocation des ressources consacrées à l'aide juridictionnelle
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Programme OBJECTIF 1 Indicateur 1.1 OBJECTIF 2 Indicateur 2.1	Optimiser l'emploi des moyens humains, financiers et matériels Taux d'occupation et de prescription des établissements (du point de vue du contribuable) Prix des mesures judiciaires par journée (du point de vue du contribuable) 101 – Accès au droit et à la justice Améliorer la qualité et l'efficience du service rendu en matière d'accès au droit et à la justice Pourcentage de bureaux d'aide juridictionnelle dont le délai moyen de traitement des demandes d'aide juridictionnelle est supérieur à 60 jours (du point de vue de l'usager) Améliorer l'allocation des ressources consacrées à l'aide juridictionnelle Coût de traitement d'une décision d'aide juridictionnelle (du point de vue du contribuable) Taux de mise en recouvrement des frais avancés par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle (du

310 - Conduite et pilotage de la politique de la justice Programme Optimiser la qualité et l'efficience des fonctions de soutien **OBJECTIF 1** Respect des coûts et des délais des grands projets immobiliers (du point de vue du Indicateur 1.1 contribuable) Dépense de soutien logistique par agent d'administration centrale (du point de vue du Indicateur 1.2 contribuable) Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.3 Respect des coûts et des délais des grands projets informatiques (du point de vue du Indicateur 1.4 contribuable) Performance des SIC (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.5 Indicateur 1.6 Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.7 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du

Programme 335 – Conseil supérieur de la magistrature

point de vue du citoyen)

OBJECTIF 1 Contribuer à la continuité du fonctionnement de l'institution judiciaire

Indicateur 1.1 Délai utile d'examen des propositions de nomination du garde des Sceaux (du point de vue de l'usager)

Médias, livre et industries culturelles

Objectifs et indicateurs stratégiques		
MMA.1	(P180.2)	Veiller au maintien du pluralisme de la presse
	P180.2.1	Diffusion de la presse (du point de vue du citoyen)
MMA.2	(P334.1)	Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture
	P334.1.1	Fréquentation des bibliothèques (du point de vue du citoyen)
Programme		180 – Presse et médias
	OBJECTIF 1	Contribuer au développement de l'Agence France-Presse et à la qualité de sa gestion
	Indicateur 1.1	Développement de produits et de marchés à fort potentiel de croissance (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Croissance des charges (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Veiller au maintien du pluralisme de la presse
mission	Indicateur 2.1	Diffusion de la presse (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Nombre de titres d'information politique et générale éligibles aux aides à la presse (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Améliorer le ciblage et l'efficacité des dispositifs d'aide
	Indicateur 3.1	Effet de levier des aides directes d'investissement à la presse (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.2	Part de l'aide publique globale accordée à la presse d'information politique et générale (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 3.3	Développement du portage de la presse (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Soutenir les efforts des radios associatives dans leurs missions sociales de proximité
	Indicateur 4.1	Contribution des subventions sélectives à l'expression radiophonique locale (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 5	Diversifier les ressources des radios locales associatives
	Indicateur 5.1	Part moyenne des ressources des radios locales associatives au sein de leur chiffre d'affaires, hors fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (du point de vue du contribuable)
Programme		334 – Livre et industries culturelles
	OBJECTIF 1	Favoriser l'accès du public aux bibliothèques et le développement de la lecture
mission	Indicateur 1.1	Fréquentation des bibliothèques (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Amélioration de l'accès au document écrit (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Soutenir la création et la diffusion du livre
	Indicateur 2.1	Renouvellement de la création éditoriale (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Part de marché des librairies indépendantes (du point de vue du citoyen)

MISSION Outre-mer

Objectifs et indicateurs stratégiques		
MOA.1	(P138.1)	Encourager la création et la sauvegarde d'emplois durables dans le secteur marchand
	P138.1.1	Impact des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale sur l'évolution des effectifs salariés dans les DOM (du point de vue du citoyen)
MOA.2	(P138.2)	Lutter contre l'exclusion du marché du travail des publics les plus éloignés de l'emploi par des actions de formation professionnelle adaptées
	P138.2.1	Taux d'insertion des volontaires du SMA en fin de contrat (du point de vue du citoyen)
MOA.3	(P123.1)	Mieux répondre au besoin de logement social
	P123.1.1	Fluidité du parc de logements sociaux (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	138 – Emploi outre-mer
	OBJECTIF 1	Encourager la création et la sauvegarde d'emplois durables dans le secteur marchand
mission	Indicateur 1.1	Impact des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale sur l'évolution des effectifs salariés dans les DOM (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Lutter contre l'exclusion du marché du travail des publics les plus éloignés de l'emploi par des actions de formation professionnelle adaptées
mission	Indicateur 2.1	Taux d'insertion des volontaires du SMA en fin de contrat (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle en mobilité, 6 mois après la sortie de la mesure (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	123 – Conditions de vie outre-mer
	OBJECTIF 1	Mieux répondre au besoin de logement social
mission	Indicateur 1.1	Fluidité du parc de logements sociaux (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Accompagner les collectivités d'outre-mer dans leur action en faveur de l'aménagement et du développement durable
	Indicateur 2.1	Montant de l'investissement généré par un euro de subvention du programme 123 (du point de vue du contribuable)

MISSION Pouvoirs publics

Programme 501 – Présidence de la République

Programme 511 – Assemblée nationale

Programme 521 – Sénat

Programme 541 – La Chaîne parlementaire

Programme 542 – Indemnités des représentants français au Parlement européen

Programme 531 – Conseil constitutionnel

Programme 532 – Haute Cour

Programme 533 – Cour de justice de la République

Objectifs et indicateurs stratégiques

Recherche et enseignement supérieur

Objective	ot maioatoaro otrai	iogique o
MRA.1	(P150.1)	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
	MRA.1.1	Pourcentage d'insertion professionnelle des jeunes diplômés (enquête Génération triennale) (du point de vue de l'usager)
	P150.1.1	Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale (du point de vue du citoyen)
MRA.2		Accroître la production scientifique des opérateurs de recherche et leur dynamisme autour de la stratégie nationale de recherche (SNR)
	MRA.2.1 MRA.2.2	Production scientifique des opérateurs de la mission (du point de vue du citoyen) Performances bibliométriques des périmètres scientifiques portant les défis de la stratégie nationale de recherche (SNR) (du point de vue du citoyen)
MRA.3		Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche
	MRA.3.1	Taux de présence des opérateurs de la mission dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne (du point de vue du citoyen)
MRA.4		Améliorer la part de la R&D des entreprises françaises dans l'effort national de recherche
	MRA.4.1	Effort de la recherche de la France (du point de vue du citoyen)
Programme		150 – Formations supérieures et recherche universitaire
	OBJECTIF 1	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
mission	Indicateur 1.1	Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Insertion professionnelle des diplômés en formation initiale (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 1.3	Formation continue (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 2	Améliorer la réussite des étudiants
	Indicateur 2.1	Jeunes sortant de l'enseignement supérieur sans diplôme post-bac (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 2.2	Mesures de la réussite étudiante (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 3	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international
	Indicateur 3.1	Production scientifique des opérateurs du programme (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche
	Indicateur 4.1	Montant des redevances sur titre de propriété intellectuelle dans les ressources des opérateurs (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 4.2	Montant des contrats de recherche passés avec les entreprises dans les ressources des opérateurs (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 5	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements
	Indicateur 5.1	Part des étudiants étrangers inscrits en Master et en Doctorat sur l'ensemble des étudiants de ces mêmes formations (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 5.2	Proportion d'étrangers dans les recrutements d'enseignants-chercheurs (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 5.3	Coopération internationale (du point de vue du citoyen)

Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de Indicateur 5.4 l'Union Européenne (du point de vue du citoyen) Améliorer l'efficience des opérateurs **OBJECTIF 6** Part des mentions à faibles effectifs (L et M) (du point de vue du contribuable) Indicateur 6.1 Accès aux services et ressources documentaires de l'ESR (du point de vue de l'usager) Indicateur 6.2 Qualité de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 6.3 231 - Vie étudiante Programme **OBJECTIF 1** Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales Accès à l'enseignement supérieur des jeunes de 20/21 ans selon leur origine sociale (du point Indicateur 1.1 de vue du citoyen) Evolution de la représentation des origines socio-professionnelles des étudiants selon le niveau Indicateur 1.2 de formation (du point de vue du citoyen) Ratio de réussite comparé des étudiants boursiers par rapport aux étudiants non boursiers (du Indicateur 1.3 point de vue du citoyen) Pourcentage d'étudiants boursiers en Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (du point de Indicateur 1.4 vue du citoyen) Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts **OBJECTIF 2** Couverture des besoins en logements pour les étudiants boursiers (du point de vue du Indicateur 2.1 contribuable) Bilan des enquêtes de satisfaction sur le logement et la restauration relevant du réseau des Indicateur 2.2 oeuvres (du point de vue de l'usager) Taux de couverture des dépenses d'hébergement et de restauration par des ressources propres Indicateur 2.3 (du point de vue du contribuable) **OBJECTIE 3** Développer le suivi de la santé des étudiants Pourcentage des étudiants de(s) l'université(s) vus au S(I)UMPPS à titre individuel (du point de Indicateur 3.1 vue du citoyen) 172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires Programme Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international **OBJECTIF 1** Production scientifique des opérateurs du programme (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 **OBJECTIF 2** Promouvoir le transfert et l'innovation Part des redevances sur titre de propriété intellectuelle dans les ressources des opérateurs (du Indicateur 2.1 point de vue du contribuable) Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs Indicateur 2.2 (du point de vue du contribuable) Mesures de l'impact du crédit d'impôt recherche (CIR) (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.3 **OBJECTIF 3** Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de Indicateur 3.1 l'Union européenne (du point de vue du citoyen) Part du PCRD attribuée à des équipes françaises (du point de vue du citoyen) Indicateur 3.2 Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 28) dans les Indicateur 3 3 articles des opérateurs du programme (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 4** Développer le rayonnement international de la recherche française Chercheurs étrangers recrutés ou accueillis temporairement dans les laboratoires (du point de Indicateur 4 1 vue du citoyen)

Part des co-publications réalisées avec des partenaires de pays du Sud parmi les publications

des opérateurs du programme (du point de vue du citoyen)

Indicateur 4.2

193 - Recherche spatiale Programme **OBJECTIF 1** Intensifier le rayonnement international de la recherche et de la technologie spatiales françaises Production scientifique des opérateurs du programme (du point de vue du citoyen) Indicateur 1 1 Chiffre d'affaires à l'export de l'industrie spatiale française rapporté aux investissements des Indicateur 1.2 cinq dernières années (du point de vue du contribuable) **OBJECTIF 2** Garantir à la France et à l'Europe un accès à l'espace libre, compétitif et fiable Part du marché « ouvert » des lancements de satellites prise par Arianespace (du point de vue Indicateur 2.1 du citoyen) Coût moyen du lancement de satellites par le lanceur Ariane 5 (du point de vue du Indicateur 2.2 contribuable) Maîtriser les technologies et les coûts dans le domaine spatial **OBJECTIF 3** Tenue des coûts, des délais et des performances pour les 10 projets phares du CNES (du point Indicateur 3.1 de vue du contribuable) **OBJECTIF 4** Intensifier les efforts de valorisation de la recherche spatiale dans le but de répondre aux attentes de la société Indicateur 4.1 Nombre d'instruments spatiaux développés ou co-développés par la France utilisés à des fins applicatives (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 5** Parfaire l'intégration européenne de la recherche spatiale française Taux de présence des projets européens dans les projets financés par le CNES (du point de Indicateur 5.1 vue du citoyen) 190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de Programme la mobilité durables Développer l'excellence des instituts de recherche au niveau européen et international OBJECTIE 1 Production scientifique des instituts de recherche du programme (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 Part des financements européens dans les ressources totales de recherche des instituts de Indicateur 1.2 recherche (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 2** Développer les recherches partenariales entre acteurs publics et entre acteurs publics et privés et valoriser les résultats de la recherche Part des contrats passés avec les industriels et les partenaires dans les ressources des instituts Indicateur 2 1 de recherche (du point de vue du contribuable) Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété Indicateur 2.2 intellectuelle (du point de vue du contribuable) Accroître, par la recherche, la compétitivité et la sécurité nucléaire sur l'ensemble du **OBJECTIF 3** cycle Maîtrise du déroulement de certains grands projets du CEA (du point de vue du contribuable) Indicateur 3 1 **OBJECTIF 4** Soutenir par la recherche, le développement des nouvelles technologies de l'énergie (NTE) et de l'efficacité énergétique Mesure des transferts des technologies NTE auprès des industriels à partir des travaux du CEA Indicateur 4.1

et de l'IFP EN (du point de vue du citoyen)

OBJECTIE 5 Produire les connaissances scientifiques et l'expertise nécessaires au maintien d'un très haut niveau de protection contre les risques nucléaires et radiologiques Taux de satisfaction des bénéficiaires de l'expertise de l'IRSN (services de l'État et autorités de Indicateur 5.1 sûreté) (du point de vue du citoyen) 192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et Programme industrielle **OBJECTIF 1** Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité Impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires (du point Indicateur 1.1 de vue du citoyen) Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de **OBJECTIF 2** recherche Part des montants des contrats de recherche et des partenariats sur les ressources des écoles Indicateur 2.1 consacrées à la recherche (du point de vue du contribuable) Bibliométrie des écoles (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.2 Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes **OBJECTIF 3** Écart entre la croissance des entreprises aidées par Bpifrance Financement et celle des Indicateur 3.1 entreprises comparables (du point de vue du citoyen) Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles (du point de Indicateur 3.2 vue du citoyen) **OBJECTIF 4** Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme Coût unitaire de formation par étudiant (du point de vue du contribuable) Indicateur 4 1 Taux d'insertion des élèves diplômés des écoles après leur sortie de formation (du point de vue Indicateur 4.2 du citoyen) Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles (du point de vue du contribuable) Indicateur 4.3 191 - Recherche duale (civile et militaire) Programme Améliorer la qualité et l'orientation des programmes de recherche civile répondant à **OBJECTIF 1** des besoins de la défense Proportion du montant de projets dont des retombées potentielles pour la défense ont été Indicateur 1.1 précisément identifiées (du point de vue du citoyen) 186 - Recherche culturelle et culture scientifique Programme Promouvoir, auprès du public le plus large, la recherche culturelle et la culture **OBJECTIF 1** scientifique et technique Évolution du nombre annuel de visiteurs physiques et virtuels d'Universcience, opérateur de la Indicateur 1 1 culture scientifique et technique (du point de vue de l'usager) Taux de satisfaction des visiteurs d'Universcience (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.2 OBJECTIE 2 Renforcer l'autonomie financière des établissements publics diffusant la culture scientifique et technique notamment par l'amélioration de la part de leurs ressources propres Part des ressources propres d'Universcience, opérateur de la culture scientifique et technique Indicateur 2.1 (du point de vue du contribuable)

142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles Programme Former des ingénieurs, des vétérinaires et des paysagistes répondant aux besoins des **OBJECTIF 1** milieux économiques, formés aux pratiques de la recherche et ouverts sur l'international Taux d'insertion des diplômés (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 **OBJECTIF 2** Organiser les formations dans des conditions optimales de coût et de qualité de service Coût unitaire de formation par étudiant pour l'Etat (cursus de référence) (du point de vue du Indicateur 2.1 contribuable) **OBJECTIF 3** Développer la valorisation de la recherche vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques Part des publications destinées aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques Indicateur 3.1

(du point de vue du citoyen)

Régimes sociaux et de retraite

Objectifs et indicateurs stratégiques

MRB.1	Optimiser la gestion des régimes
MRB.1.1	Coût unitaire d'une primo-liquidation de pensions de retraite (du point de vue du contribuable)
Programme	198 – Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres
OBJECTIF 1	Contribuer à la compensation de la pénibilité des conditions de travail des conducteurs routiers, avec un objectif de développement de l'emploi
Indicateur 1.1	Niveau des embauches de conducteurs en contrepartie des départs en CFA (du point de vue du citoyen)
OBJECTIF 2	Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la SNCF, avec un objectif d'efficacité de gestion
Indicateur 2.1 Indicateur 2.2 Indicateur 2.3	Dépenses de gestion pour 1 € de prestations servies (du point de vue du contribuable) Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions retraite (du point de vue du contribuable) Taux de récupération des "indus" (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 3	Contribuer à l'équilibre du régime de retraite de la RATP, avec un objectif d'efficacité de gestion
Indicateur 3.1 Indicateur 3.2 Indicateur 3.3	Dépenses de gestion pour 1 € de prestations servies (du point de vue du contribuable) Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions retraite (du point de vue du contribuable) Taux de récupération des "indus" (du point de vue du contribuable)
Programme	197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins
OBJECTIF 1	Optimiser le régime de protection sociale des marins
Indicateur 1.1 Indicateur 1.2 Indicateur 1.3	Coût unitaire d'une primo liquidation de pension retraite (du point de vue du contribuable) Dépenses de gestion pour 1 € de pension (du point de vue du contribuable) Taux de recouvrement « global » (du point de vue du contribuable)
Programme	195 – Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers
OBJECTIF 1	Optimiser la gestion des régimes
Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Coût unitaire d'une primo liquidation de pensions (tous droits) (du point de vue du contribuable) Rapport entre la rémunération versée par l'Etat et la masse des prestations servies (caisse des
Indicateur 1.3	mines) (du point de vue du contribuable) Rapport entre la rémunération versée par l'Etat et la masse des prestations servies (régime SEITA) (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 2	Optimiser le taux de recouvrement
Indicateur 2.1	Taux de récupération des indus et trop versés (du point de vue du contribuable)

MISSION Relations avec les collectivités territoriales

(du point de vue de l'usager)

Promouvoir les projets de développement local MRC.1 (P119.1) Pourcentage de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25% et 35% (du point P119.1.1 de vue du contribuable) Assurer la péréquation des ressources entre collectivités MRC.2 Volumes financiers relatifs consacrés à la péréquation verticale (du point de vue du citoyen) MRC.2.1 Volumes financiers relatifs consacrés à la péréquation horizontale (du point de vue du citoyen) MRC.2.2 119 - Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs Programme groupements Promouvoir les projets de développement local **OBJECTIF 1** Pourcentage de projets bénéficiant d'un taux de subvention compris entre 25% et 35% (du point mission Indicateur 1.1 de vue du contribuable) Délai séparant la décision de subvention de la fin de réalisation du projet (du point de vue du Indicateur 1.2 contribuable) 122 - Concours spécifiques et administration Programme Garantir un traitement rapide des demandes d'indemnisation pour les collectivités **OBJECTIF 1** touchées par une catastrophe naturelle Délai moyen de versement de l'aide aux collectivités locales pour leurs biens non assurables Indicateur 1.1

dans le cadre de la procédure d'indemnisation pour les dommages causés par les intempéries

MISSION Remboursements et dégrèvements

Programme 200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

OBJECTIF 1 Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

Indicateur 1.1 Part des demandes de remboursement de crédit de TVA et des restitutions de trop versé d'IS, ayant reçu une suite favorable ou partiellement favorable, traitées dans un délai égal ou inférieur à 30 jours (du point de vue de l'usager)

Ancienneté des demandes de remboursement de crédit de TVA non imputable qui ont fait l'objet d'un remboursement (partiel ou total) dans un délai strictement supérieur à 30 jours (du point

de vue du contribuable)

Indicateur 1.3 Taux net de réclamations contentieuses en matière d'IR et de contribution à l'audiovisuel public

des particuliers traitées dans un délai de 30 jours par les services locaux (du point de vue de

l'usager)

Programme 201 – Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

OBJECTIF 1 Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

Indicateur 1.1 Taux net de réclamations contentieuses relatives à la taxe d'habitation traitées dans le délai de

30 jours par les services locaux (du point de vue de l'usager)

MISSION Santé

Objectifs et in	dicateurs stratégiques
-----------------	------------------------

OBJECTIF 2

Indicateur 2.1

Indicateur 2.2

mois (du point de vue de l'usager)

l'usager)

Améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités territoriales et sociales de santé MSA.1 Etat de santé perçue - Pourcentage de la population de 16 ans et plus se déclarant en bonne ou MSA 1 1 très bonne santé générale (du point de vue du citoyen) Espérance de vie (du point de vue du citoyen) (nouveau) MSA.1.2 204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins Programme Améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités territoriales et OBJECTIE 1 sociales de santé Taux de couverture vaccinale contre la grippe chez les personnes de 65 ans et plus (du point Indicateur 1.1 de vue du citoven) Taux de participation au dépistage organisé du cancer colorectal pour les personnes de 50 ans Indicateur 1.2 à 74 ans (du point de vue du citoyen) Prévalence du tabagisme quotidien en population de 15 ans à 75 ans (du point de vue du Indicateur 1.3 citoyen) Prévenir et maîtriser les risques sanitaires **OBJECTIF 2** Pourcentage d'unités de distribution d'eau potable présentant des dépassements des limites de Indicateur 2.1 qualité microbiologique (du point de vue de l'usager) Indicateur 2.2 Pourcentage de signalements traités en 1h (du point de vue du citoyen) Délai de traitement des autorisations de mise sur le marché (AMM) (du point de vue de Indicateur 2.3 l'usager) 183 - Protection maladie Programme **OBJECTIF 1** Assurer la délivrance de l'aide médicale de l'Etat dans des conditions appropriées de délais et de contrôles Délai moyen d'instruction des demandes d'AME (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.1 Pourcentage des dossiers de demande d'aide médicale d'Etat contrôlés (du point de vue du Indicateur 1.2 contribuable) (libellé modifié)

Réduire les délais de présentation et de paiement des offres d'indemnisation du FIVA

Pourcentage des offres payées dans le délai réglementaire de deux mois (du point de vue de

Pourcentage des offres présentées aux victimes de pathologies graves dans le délai légal de six

Sécurités MISSION

Objectifs	et indicateurs stra	tégiques
MSB.1		(P176.1/P152.1) Évaluer objectivement la prévention de la délinquance
	MSB.1.1	Evolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés (du point de vue du citoyen)
	MSB.1.2	Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés (du point de vue du citoyen)
MSB.2		(P176.2/P152.2) Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance
	MSB.2.1	Taux d'élucidation ciblés (du point de vue du citoyen)
MSB.3		(P176.4/P152.4) Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
	MSB.3.1	Nombre de tués (du point de vue du citoyen)
MSB.4	(P161.2)	Assurer la disponibilité des moyens aériens et leur conformité aux besoins opérationnels (libellé modifié)
	P161.2.1	Efficience des opérations de secours aux personnes en hélicoptère en milieux difficiles (du point de vue de l'usager) (nouveau)
MSB.5	(P161.1)	Assurer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de lutte contre les feux de forêt
	P161.1.1	Efficacité du dispositif de protection des forêts pendant la campagne "saison feux" (du point de vue du citoyen)
⊃rogramm	ne	176 – Police nationale
	OBJECTIF 1	Évaluer objectivement la prévention de la délinquance
	Indicateur 1.1	Évolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone police (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 1.2	Évolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en zone police (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance
	Indicateur 2.1	Taux d'élucidation ciblés (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.2	Lutte contre les filières, l'économie souterraine et les profits illicites (du point de vue du citoyen
	Indicateur 2.3	Généralisation de la police technique et scientifique (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.4	Recentrage des forces sur leur coeur de métier (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.5 Indicateur 2.6	Taux d'engagement des effectifs sur le terrain (du point de vue du contribuable) Délai moyen d'intervention de nuit (du point de vue de l'usager)
		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	OBJECTIF 3	Optimiser l'emploi des forces mobiles
	Indicateur 3.1	Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 4	Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière
	Indicateur 4.1	Nombre de tués en zone police (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 4.2	Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 4.3	Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de stupéfiants (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 5	Optimiser l'emploi des ressources
	Indicateur 5.1	Taux de disponibilité technique des véhicules (du point de vue du contribuable)

152 - Gendarmerie nationale Programme **OBJECTIF 1** Evaluer objectivement la prévention de la délinquance Evolution du nombre de crimes et délits et de victimes en matière d'atteintes volontaires à Indicateur 1 1 l'intégrité physique (AVIP) constatés en zone gendarmerie (du point de vue du citoyen) Evolution du nombre de crimes et délits en matière d'atteintes aux biens (AAB) constatés en Indicateur 1.2 zone gendarmerie (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 2** Renforcer l'activité des services pour mieux combattre la délinquance Taux d'élucidation ciblés (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 Lutte contre les filières, l'économie souterraine et les profits illicites (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.2 Généralisation de la police technique et scientifique (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.3 Recentrage des forces sur le coeur de métier (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.4 Taux d'engagement des effectifs sur le terrain (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.5 Délai moyen d'intervention de nuit (du point de vue de l'usager) Indicateur 2.6 **OBJECTIF 3** Optimiser l'emploi des forces mobiles Indice d'engagement des forces mobiles en prévention de proximité (du point de vue du Indicateur 3.1 citoyen) Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière **OBJECTIF 4** Nombre de tués en zone Gendarmerie (du point de vue du citoyen) Indicateur 4.1 Indice d'efficacité du dépistage d'alcoolémie sur les accidents corporels dus à l'alcool (du point Indicateur 4.2 de vue du citoyen) Indice d'efficacité du dépistage des stupéfiants sur les accidents corporels impliquant l'usage de Indicateur 4.3 stupéfiants (du point de vue du citoyen) **OBJECTIF 5** Optimiser l'emploi des ressources Taux de disponibilité technique des véhicules (du point de vue du contribuable) Indicateur 5.1 Taux de vacance moyen des logements (du point de vue du contribuable) Indicateur 5.2 Indicateur 5.3 Evolution du coût global des loyers hors caserne (du point de vue du contribuable) **OBJECTIF 6** Garantir l'exercice des missions militaires Taux d'engagement des unités dans les missions militaires (du point de vue du citoyen) Indicateur 6.1 Nombre de jours OPEX (du point de vue du citoyen) Indicateur 6.2 207 – Sécurité et éducation routières Programme **OBJECTIF 1** Mobiliser l'ensemble de la société sur la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes Nombre annuel des tués (France métropolitaine et départements d'outre-mer) (du point de vue Indicateur 1 1 du citoyen) OBJECTIE 2 Améliorer le service du permis de conduire dans le cadre du développement de l'éducation routière tout au long de la vie Délai d'attente moyen aux examens et coût unitaire d'obtention du permis de conduire (du point Indicateur 2.1 de vue de l'usager) 161 - Sécurité civile Programme Assurer l'efficacité et l'efficience des dispositifs de lutte contre les feux de forêt **OBJECTIF 1** Efficacité du dispositif de protection des forêts pendant la campagne "saison feux" (du point de mission Indicateur 1.1 vue du citoyen)

	OBJECTIF 2	Assurer la disponibilité des moyens aériens et leur conformité aux besoins opérationnels (libellé modifié)
mission	Indicateur 2.1	Efficience des opérations de secours aux personnes en hélicoptère en milieux difficiles (du point de vue de l'usager) <i>(nouveau)</i>
	Indicateur 2.2	Taux de disponibilité opérationnelle des avions de la sécurité civile (du point de vue de l'usager) (nouveau)
	OBJECTIF 3	Faire évoluer la cartographie des centres de déminage pour éliminer les munitions historiques et faire face à la menace terroriste
	Indicateur 3.1	Taux d'évolution des stocks collectés de munitions anciennes (explosive ordonnance disposal ou EOD) (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Interventions sur objets suspects dans les délais (Improvised explosive devices disposal ou IEDD) (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 4	Harmoniser les moyens des services départementaux d'incendie et de secours
	Indicateur 4.1	Taux d'adhésion des SDIS à l'infrastructure complémentaire Acropole-Antarès (du point de vue du citoyen)

Solidarité, insertion et égalité des chances

Objectifs (Objectifs et indicateurs stratégiques			
MSE.1	(P304.1)	Inciter à l'activité et au maintien dans l'emploi		
	P304.1.1	Part des foyers allocataires du RSA en reprise d'activité qui accèdent à la prime d'activité et se maintiennent dans l'emploi (du point de vue du citoyen)		
		Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs		
MSE.2	(P304.3)	besoins		
	P304.3.1	Coût moyen des mesures de protection exercées par les services tutélaires (du point de vue du contribuable)		
MSE.3	(P157.1)	Accroître l'effectivité et la qualité des décisions prises au sein des MDPH		
	P157.1.1	Qualité des processus de décision des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) (du point de vue de l'usager)		
Programm	e	304 – Inclusion sociale et protection des personnes		
	OBJECTIF 1	Inciter à l'activité et au maintien dans l'emploi		
mission	Indicateur 1.1	Part des foyers allocataires du RSA en reprise d'activité qui accèdent à la prime d'activité et se maintiennent dans l'emploi (du point de vue du citoyen)		
	Indicateur 1.2	Part des foyers bénéficiaires de la prime d'activité percevant un montant de prime bonifié (du point de vue du citoyen)		
	Indicateur 1.3	Part des jeunes 18-24 ans bénéficiaires de la prime d'activité en tant qu'adultes (du point de vue du citoyen)		
	Indicateur 1.4	Taux de sortie de la prime d'activité pour dépassement de ressources (du point de vue du citoyen)		
	OBJECTIF 2	Améliorer le repérage des enfants en danger ou en risque de danger		
	Indicateur 2.1	Taux d'appels traités par le Service national téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) et suites données par les Conseils départementaux (du point de vue de l'usager)		
	OBJECTIF 3	Garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins		
mission	Indicateur 3.1	Coût moyen des mesures de protection exercées par les services tutélaires (du point de vue du contribuable)		
Programm	e	157 – Handicap et dépendance		
	OBJECTIF 1	Accroître l'effectivité et la qualité des décisions prises au sein des MDPH		
mission	Indicateur 1.1	Qualité des processus de décision des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) (du point de vue de l'usager)		
	Indicateur 1.2	Qualité des décisions de la commission des droits et de l'autonomie (CDAPH) des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) (du point de vue de l'usager)		
	OBJECTIF 2	Développer l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés - usagers des ESAT		
	Indicateur 2.1	Part des travailleurs handicapés (en ESAT) concernés par une formation (du point de vue de l'usager)		
	OBJECTIF 3	Accompagner le retour vers l'emploi pour développer la part du revenu du travail dans les ressources des allocataires de l'allocation adultes handicapés (AAH)		
	Indicateur 3.1	Part des allocataires de l'AAH percevant une rémunération d'activité (du point de vue du citoyen)		

OBJECTIF 4 Lutter contre les situations de maltraitance des personnes vulnérables Taux d'appels téléphoniques traités par le dispositif d'accueil téléphonique, de suivi et de Indicateur 4.1 traitement des situations de maltraitance envers les personnes âgées et les adultes handicapés (du point de vue de l'usager) 137 – Égalité entre les femmes et les hommes Programme Contribuer au développement de l'égalité professionnelle et de la négociation collective **OBJECTIF 1** Proportion de dispositifs pour l'égalité femmes - hommes mis en place au sein des branches Indicateur 1.1 professionnelles et des entreprises (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.2 Accompagnement des entreprises (du point de vue de l'usager) **OBJECTIF 2** Améliorer la qualité de service en matière d'aide aux personnes victimes de violence Taux d'appels traités par la permanence téléphonique nationale de référence (du point de vue Indicateur 2.1 de l'usager) Accompagnement offert par les CIDFF (du point de vue de l'usager) Indicateur 2.2 124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de Programme la jeunesse et de la vie associative Faire de la Gestion des Ressources Humaines (GRH) un levier de performance **OBJECTIF 1** Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Indicateur 1.1 Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du Indicateur 1.2 point de vue du citoyen) Accroître l'efficience de la gestion des moyens **OBJECTIF 2** Indicateur 2.1 Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable) Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.2 Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.3 Respect des coûts et délais des grands projets (du point de vue du contribuable) Indicateur 2.4 **OBJECTIF 3** Améliorer la qualité du service rendu dans les autres fonctions transversales Ecart moyen entre les dates de mise à disposition ayant fait l'objet d'un engagement et les dates Indicateur 3.1

effectives de mise à disposition de statistiques (du point de vue du citoyen)

MISSION Sport, jeunesse et vie associative

Objectifs et indicateurs stratégiques						
MSF.1 (P219.1)		Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive				
	P219.1.1	Pratique sportive des publics prioritaires (du point de vue de l'usager)				
MSF.2	(P219.3)	Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives et favoriser l'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau				
	P219.3.1	Rang sportif de la France (du point de vue du citoyen)				
MSF.3	(P163.1)	Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes				
	P163.1.1	Part des jeunes peu ou pas diplômés engagés dans le service civique (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)				
Programme		219 – Sport				
	OBJECTIF 1	Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive				
mission	Indicateur 1.1	Pratique sportive des publics prioritaires (du point de vue de l'usager)				
	Indicateur 1.2	Proportion des crédits de la part territoriale du CNDS affectée aux publics, territoires ou thématiques prioritaires (du point de vue de l'usager)				
	OBJECTIF 2	Promouvoir la rigueur financière et l'efficacité des fédérations sportives				
	Indicateur 2.1	Nombre de fédérations sportives présentant une situation financière fragile ou dégradée (du point de vue du contribuable)				
	Indicateur 2.2	Indépendance financière des fédérations sportives (du point de vue du contribuable)				
	OBJECTIF 3	Conforter le rang de la France parmi les grandes nations sportives et favoriser l'insertion professionnelle des sportifs de haut niveau				
mission	Indicateur 3.1	Rang sportif de la France (du point de vue du citoyen)				
	Indicateur 3.2	Taux d'insertion professionnelle des sportif(ve)s de haut niveau (du point de vue de l'usager)				
	OBJECTIF 4	Renforcer le respect de l'éthique dans le sport et préserver la santé des sportifs				
	Indicateur 4.1	Proportion de sportifs de haut niveau, des collectifs nationaux et espoirs ayant satisfait aux obligations de suivi médical complet (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)				
	Indicateur 4.2	Nombre de contrôles hors compétition / nombre total de contrôles (du point de vue du citoyen)				
	OBJECTIF 5	Adapter la formation aux évolutions des métiers				
	Indicateur 5.1	Proportion de diplômés qui occupent un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme (du point de vue de l'usager)				
Programm	ne	163 – Jeunesse et vie associative				
	OBJECTIF 1	Favoriser l'engagement et la mobilité des jeunes				
mission	Indicateur 1.1	Part des jeunes peu ou pas diplômés engagés dans le service civique (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)				
	Indicateur 1.2	Proportion des volontaires satisfaits de leur mission de service civique (du point de vue de l'usager)				
	Indicateur 1.3	Part des jeunes ayant moins d'opportunité (JAMO) parmi les jeunes bénéficiaires d'un soutien de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et de l'Agence ERASMUS + France Jeunesse & Sport (AEFJS) (du point de vue du citoyen)				

OBJECTIF 2

Soutenir le développement de la vie associative notamment dans le champ de l'éducation populaire

Proportion d'associations faiblement dotées en personnel salarié parmi celles ayant bénéficié d'une subvention versée par l'intermédiaire du FONJEP ou au titre du FDVA (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 3

Renforcer le contrôle et le suivi des risques au sein des accueils collectifs de mineurs (ACM)

Indicateur 3.1

Rapport entre le nombre de contrôles effectués et le nombre d'accueils (du point de vue du citoyen)

MISSION Travail et emploi

Objectifs et indicateurs stratégiques

MTB.1		Mobiliser au mieux les outils d'insertion professionnelle (libellé modifié)
	MTB.1.1	Taux d'emploi en France et dans l'Union européenne par tranches d'âge (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
MTB.2	(P111.4)	Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social
	P111.4.1	Part des entreprises et des salariés concernés par une négociation collective (du point de vue du citoyen)
Programm	ne	102 – Accès et retour à l'emploi
	OBJECTIF 1	Favoriser l'accès et le retour à l'emploi
	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Nombre de retours à l'emploi (du point de vue du citoyen) Taux de retour à l'emploi de tous les publics (du point de vue du citoyen)
	OBJECTIF 2	Améliorer l'efficacité du service rendu à l'usager par Pôle emploi
	Indicateur 2.1	Taux d'accès à l'emploi durable 6 mois après la fin d'une formation prescrite par Pôle emploi (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.2	Taux de satisfaction des services rendus par l'opérateur aux usagers (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.3	Temps consacré au suivi et à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi (en ETPT) (du point de vue de l'usager)
	OBJECTIF 3	Mobiliser au mieux les outils d'insertion professionnelle au bénéfice des personnes les plus éloignées du marché du travail
	Indicateur 3.1	Taux d'insertion dans l'emploi 6 mois après la sortie d'un contrat aidé (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.2	Taux d'insertion dans l'emploi à la sortie des structures d'insertion par l'activité économique (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.3	Taux de retour à l'emploi durable des travailleurs handicapés suivis par le service public de l'emploi (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 3.4	Taux de sortie positive vers l'emploi et l'autonomie des jeunes ayant bénéficié de la Garantie jeunes (du point de vue du citoyen) (nouveau)
Programm	ne	103 – Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
	OBJECTIF 1	Assurer l'effectivité du contrôle de la formation professionnelle (objectif transversal)
	Indicateur 1.1	Nombre de contrôles engagés sur nombre d'entités contrôlables (du point de vue du contribuable)
	OBJECTIF 2	Sécuriser l'emploi par l'anticipation des mutations économiques
	Indicateur 2.1	Taux de satisfaction des entreprises bénéficiaires d'actions mises en oeuvre dans le cadre d'un accord ADEC (du point de vue de l'usager)
	Indicateur 2.2	Part des embauches en CDI par rapport aux jeunes embauchés (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 2.3	Part des entreprises de moins de 50 salariés parmi celles ayant eu recours à l'activité partielle (du point de vue du citoyen)

Ol	BJECTIF 3	Contribuer à la revitalisation des territoires et au reclassement des salariés licenciés pour motif économique
	Indicateur 3.1	Taux d'appropriation de la revitalisation par les entreprises (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	Indicateur 3.2	Taux de reclassement à l'issue des dispositifs d'accompagnement des licenciés économiques (du point de vue du citoyen)
Ol	BJECTIF 4	Faciliter l'insertion dans l'emploi par le développement de l'alternance
	Indicateur 4.1	Taux d'insertion dans l'emploi des salariés ayant bénéficié d'un contrat d'apprentissage (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	Indicateur 4.2	Taux d'insertion dans l'emploi des salariés ayant bénéficié d'un contrat de professionnalisation (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
	Indicateur 4.3	Taux de satisfaction des entreprises ayant embauché au moins un salarié titulaire d'un titre professionnel du Ministère en charge de l'Emploi (du point de vue de l'usager) (nouveau)
Programme		111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
Ol	BJECTIF 1	Orienter l'activité de contrôle des services d'inspection du travail sur des priorités de la politique du travail
	Indicateur 1.1	Part des contrôles des services de l'inspection du travail portant sur les priorités de la politique du travail (du point de vue du contribuable)
Ol	BJECTIF 2	Contribuer à la prévention et à la réduction des risques professionnels
	Indicateur 2.1	Part du temps opérationnel de l'ANACT consacré au plan santé au travail (du point de vue du contribuable) (nouveau)
	Indicateur 2.2	Part des contrôles de chantier "amiante" sur les contrôles de chantier (du point de vue du contribuable)
OI	BJECTIF 3	Garantir l'effectivité du droit du travail
	Indicateur 3.1	Part des entreprises s'étant mises en conformité suite à un premier constat d'infraction établi par l'inspection du travail à l'occasion de contrôles portant sur les priorités nationales (du point de vue de l'usager)
Ol	BJECTIF 4	Dynamiser la négociation collective et améliorer les conditions du dialogue social
mission	Indicateur 4.1	Part des entreprises et des salariés concernés par une négociation collective (du point de vue du citoyen)
	Indicateur 4.2	Délai d'extension par l'administration du travail des accords de branche (du point de vue de l'usager)
Ol	BJECTIF 5	Lutter efficacement contre le travail illégal
	Indicateur 5.1	Taux de participation de l'inspection du travail à des opérations de contrôles conjoints ayant donné lieu à procès verbal (du point de vue du contribuable)
	Indicateur 5.2	Nombre de procès-verbaux et de sanctions administratives de l'inspection du travail dans lesquels le recours à la prestation de service internationale a été constaté (du point de vue du contribuable)
Programme		155 – Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail
Ol	BJECTIF 1	Développer la gestion des emplois, des effectifs et des compétences
	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable) Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du point de vue du citoyen)
OI	BJECTIF 2	Accroître l'efficience de la gestion des moyens
	Indicateur 2.1	Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable)

Indicateur 2.2	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.3	Efficience de la fonction achat (du point de vue du contribuable)
Indicateur 2.4	Respect des coûts et délais des grands projets (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 3	Améliorer la qualité du service rendu dans les autres fonctions transversales
Indicateur 3.1	Part des publications programmées diffusées au plus tard le mois suivant la date indiquée (du point de vue de l'usager)
Indicateur 3.2	Notoriété des travaux d'études, statistiques, recherche et évaluation (du point de vue du citoyen)

Budgets annexes

MISSION Contrôle et exploitation aériens

Objectifs et indicateurs stratégiques				
MXC.2	Assurer un haut niveau de sécurité de la navigation aérienne			
	P612.1.1	Nombre de croisements hors norme pour 100 000 vols (du point de vue de l'usager)		
MXC.3	(P614.1)	Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile		
	P614.1.1	Réduction des écarts à la réglementation grâce à des contrôles appropriés (du point de vue du citoyen)		
MXC.4	(P614.2)	Limiter les impacts environnementaux du transport aérien		
	P614.2.1	Respect de la réglementation environnementale (du point de vue du citoyen)		
MXC.5	(P613.2)	Maîtriser l'équilibre recettes / dépenses et l'endettement du budget annexe		
	P613.2.1	Endettement / recettes d'exploitation (du point de vue du contribuable)		
MXC.1	(P613.1)	Rendre un service de gestion des ressources humaines au meilleur coût		
	P613.1.1	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)		
Programm	ne	613 – Soutien aux prestations de l'aviation civile		
	OBJECTIF 1	Rendre un service de gestion des ressources humaines au meilleur coût		
mission	Indicateur 1.1	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)		
	OBJECTIF 2	Maîtriser l'équilibre recettes / dépenses et l'endettement du budget annexe		
mission	Indicateur 2.1	Endettement / recettes d'exploitation (du point de vue du contribuable)		
	OBJECTIF 3	S'assurer du recouvrement optimum des recettes du budget annexe		
	Indicateur 3.1	Taux de recouvrement des recettes du budget annexe (du point de vue du contribuable)		
	OBJECTIF 4	Assurer la formation des élèves ingénieurs aux meilleures conditions économiques		
	Indicateur 4.1	Coût de la formation des élèves (du point de vue du contribuable)		
	OBJECTIF 5	Faire de l'ENAC une école de référence dans le domaine du transport aérien en France et à l'étranger		
	Indicateur 5.1	Taux d'insertion professionnelle des élèves (du point de vue du citoyen)		
	Indicateur 5.2	Taux d'élèves étrangers en formation initiale parmi les élèves non fonctionnaires (du point de vue du citoyen)		
Programme		612 – Navigation aérienne		
	OBJECTIF 1	Assurer un haut niveau de sécurité de la navigation aérienne		
mission	Indicateur 1.1	Nombre de croisements hors norme pour 100 000 vols (du point de vue de l'usager)		
	OBJECTIF 2	Maîtriser l'impact environnemental du trafic aérien		
	Indicateur 2.1	Efficacité horizontale des vols (écart entre la trajectoire parcourue et la trajectoire directe des vols) (du point de vue du citoyen)		

OBJECTIF 3		Améliorer la ponctualité des vols				
	Indicateur 3.1	Niveau de retard moyen par vol pour cause ATC (du point de vue de l'usager)				
OBJECTIF 4		Améliorer l'efficacité économique des services de navigation aérienne				
Indicateur 4.1		Niveau du taux unitaire des redevances métropolitaines de navigation aérienne (du point de vue de l'usager)				
	Évolution du coût unitaire des unités de service de navigation aérienne (du point de vue du contribuable)					
OBJECTIF 5		Améliorer le taux de couverture des coûts des services de navigation aérienne outre- mer par les redevances				
Indicateur 5.1 Taux de couverture des coûts des services de navigation aérienne outre-mer par la red pour services terminaux et la redevance océanique (du point de vue du contribuable)						
Programme		614 – Transports aériens, surveillance et certification				
Programm	e	614 – Transports aériens, surveillance et certification				
Programm	e OBJECTIF 1	614 – Transports aériens, surveillance et certification Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile				
Programm						
	OBJECTIF 1	Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile Réduction des écarts à la réglementation grâce à des contrôles appropriés (du point de vue du				
	OBJECTIF 1 Indicateur 1.1	Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile Réduction des écarts à la réglementation grâce à des contrôles appropriés (du point de vue du citoyen) Nombre de contrôles ciblés d'aéronefs étrangers sur les aéroports français effectués				
	OBJECTIF 1 Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Concourir à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile Réduction des écarts à la réglementation grâce à des contrôles appropriés (du point de vue du citoyen) Nombre de contrôles ciblés d'aéronefs étrangers sur les aéroports français effectués annuellement rapporté au nombre total de contrôles (du point de vue du citoyen) Efficacité dans la conduite des enquêtes techniques de sécurité et dans l'exploitation de leurs				

MISSION

Publications officielles et information administrative

Objectifs et indicateurs stratégiques

MXJ.1		Améliorer l'accès et l'offre de diffusion numérique en matière d'information légale et administrative
MXJ.1.1		Accès aux informations et aux démarches administratives (du point de vue de l'usager)
MXJ.1.2	2	Diffusion de la norme juridique (du point de vue de l'usager)
Programme		623 – Édition et diffusion
OBJECT	ΓIF 1	Optimiser la production et la diffusion des données
Indica	iteur 1.1	Contribution au développement de l'accès des PME à la commande publique (du point de vue de l'usager)
Indica	iteur 1.2	Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO) (du point de vue du citoyen)
Indica	iteur 1.3	Ouverture des données publiques de la DILA (du point de vue de l'usager)
Indica	iteur 1.4	Développer l'édition numérique des publications de la DILA (du point de vue du citoyen)
Programme		624 – Pilotage et ressources humaines
OBJECT	ΓIF 1	Optimiser les fonctions soutien
Indica	iteur 1.1	Ratio d'efficience bureautique (du point de vue du contribuable)
Indica	iteur 1.2	Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines (du point de vue du contribuable)
Indica	iteur 1.3	Part des bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 (du point de vue du citoyen)
OBJECT	TIF 2	Rationaliser l'occupation du parc immobilier
Indica	iteur 2.1	Efficience de la gestion immobilière (du point de vue du contribuable)

Comptes spéciaux

MISSION Aides à l'acquisition de véhicules propres

Programme 791 – Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition

de véhicules propres

OBJECTIF 1 Réduction des émissions moyennes de CO2 des véhicules neufs

Indicateur 1.1 Emissions moyennes de CO2 des véhicules neufs (du point de vue du citoyen)

Programme 792 – Contribution au financement de l'attribution d'aides au retrait de

véhicules polluants

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers MISSION

751 - Structures et dispositifs de sécurité routière Programme Assurer l'efficacité du système de contrôle automatisé, en termes de respect des **OBJECTIF 1** règles du code de la route et en termes de gestion Évolution des vitesses moyennes (du point de vue du citoyen) Indicateur 1.1 Taux de transformation des messages d'infraction émis par les dispositifs de contrôle Indicateur 1.2 automatisé des vitesses en avis de contravention (du point de vue du citoyen) Disponibilité des radars (du point de vue du citoyen) Indicateur 13 **OBJECTIF 2** Assurer la gestion des droits à conduire et l'information des titulaires de permis de conduire quant à leur solde de points Nombre total de lettres de restitution et de retrait de points (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 753 – Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du Programme stationnement routiers Assurer l'efficacité du procès-verbal électronique au sein des services de l'Etat **OBJECTIF 1** Taux de transformation des messages d'infraction émis par les dispositifs de verbalisation Indicateur 1.1 électronique en avis de contravention (immatriculations françaises et étrangères) (du point de vue du citoyen) 754 - Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour Programme l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières

MISSION Développement agricole et rural

Programme 775 – Développement et transfert en agriculture

OBJECTIF 1 Orienter les structures chargées du conseil aux agriculteurs vers le développement et

la diffusion de systèmes de production innovants et performants à la fois du point de

vue économique, environnemental et sanitaire

Indicateur 1.1 Pourcentage d'ETP consacrés aux thématiques "Conception et conduite de systèmes de

production basés sur les principes de l'agro-écologie", "Anticipation et adaptation aux dynamiques globales de changement" du Programme national de développement agricole et rural, par les organismes bénéficiaires du programme 775 (du point de vue du citoyen)

Programme 776 – Recherche appliquée et innovation en agriculture

OBJECTIF 1 Renforcer l'orientation des appels à projets et des programmes pluriannuels sur les

priorités des politiques publiques portées par le ministère chargé de l'agriculture

Indicateur 1.1 Part des financements correspondant aux priorités retenues pour l'évolution qualitative (du

point de vue du citoyen)

citoyen)

MISSION Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

Programme	793 – Électrification rurale			
OBJECTIF 1	Renforcement des réseaux basse tension			
Indicateur 1.1	Coût moyen du km de fil (du point de vue du contribuable)			
Indicateur 1.2	Nombre de départs mal alimentés (du point de vue du citoyen)			
OBJECTIF 2	Sécurisation des réseaux basse tension en fils nus			
Indicateur 2.1	Nombre de km de fil nu (du point de vue du citoyen)			
Indicateur 2.2	Coût moyen du km de fil nu pris en charge par les aides du CAS FACE (du point de vue du contribuable)			
Programme	794 – Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries			
Programme OBJECTIF 1	d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité			
Š	d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées, déclarations d'utilité publique et intempéries Contribuer à l'électrification des sites isolés dans les zones non desservies par les			

MISSION Financement national du développement et de la modernisation de

l'apprentissage

Programme 787 – Répartition régionale de la ressource consacrée au développement

de l'apprentissage

Programme 790 – Correction financière des disparités régionales de taxe

d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage

OBJECTIF 1 Accroître les effectifs d'apprentis

Indicateur 1.1 Effectif d'apprentis au 31 décembre de l'année considérée (du point de vue du citoyen)

MISSION Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Objectifs et indicateurs stratégiques

MYB.1 Optimiser le parc immobilier de l'État

MYB.1.1 Rendement d'occupation des surfaces (du point de vue du contribuable)

Programme 721 – Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État

(libellé modifié)

Programme 723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État (libellé

modifié)

OBJECTIF 1 Optimiser le parc immobilier de l'Etat

Indicateur 1.1 Durée moyenne de vente d'un bien immobilier (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)

MISSION Participation de la France au désendettement de la Grèce

Programme 795 – Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État

des revenus perçus sur les titres grecs

Programme 796 – Rétrocessions de trop-perçus à la Banque de France

MISSION Participations financières de l'État

Programme	731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État			
OBJECTIF 1	Veiller à l'augmentation de la valeur des participations financières de l'État			
Indicateur 1.1 Indicateur 1.2 Indicateur 1.3	Rentabilité opérationnelle des capitaux employés (ROCE) (du point de vue du contribuable) Suivi et maîtrise de l'endettement (du point de vue du contribuable) Taux de rendement de l'actionnaire (du point de vue du contribuable)			
OBJECTIF 2	Assurer le succès des opérations de cessions des participations financières			
Indicateur 2.1	Écart entre les recettes de cessions et la valeur boursière des participations cédées (du point de vue du contribuable)			
Indicateur 2.2	Taux des commissions versées par l'État à ses conseils (du point de vue du contribuable)			
Programme	732 – Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État			
OBJECTIF 1	Contribuer au désendettement de l'État et d'administrations publiques (APU)			
Indicateur 1.1	Réduction de la dette des entités entrant dans le périmètre des administrations publiques (du point de vue du contribuable)			
Indicateur 1.2	Part des ressources consacrées au désendettement de l'État et d'administrations publiques (du point de vue du contribuable)			

MISSION Pensions

Programme 741 – Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité

OBJECTIF 1 Maîtriser le coût de la gestion des pensions civiles et militaires de retraite (PCMR)

Indicateur 1.1 Coût de gestion d'un ressortissant du régime des pensions civiles et militaires de retraite (du

point de vue du contribuable)

Indicateur 1.2 Coût de gestion des pensions civiles et militaires de retraite pour 100€ de pensions versés (du

point de vue du contribuable)

OBJECTIF 2 Optimiser la prévision de dépenses et recettes des pensions

Indicateur 2.1 Dépenses de pensions civiles et militaires de retraites et allocations temporaires d'invalidité :

écart entre la prévision et l'exécution (du point de vue du contribuable)

Programme 742 – Ouvriers des établissements industriels de l'État

OBJECTIF 1 Maîtriser les coûts de la gestion administrative inclus dans la dépense totale

Indicateur 1.1 Coût du processus de contrôle d'une liquidation (du point de vue du contribuable)

Indicateur 1.2 Dépenses de gestion pour 100€ de pension (du point de vue du contribuable)

OBJECTIF 2 Optimiser le taux de recouvrement

Indicateur 2.1 Taux de récupération des indus et trop-versés (du point de vue du contribuable)

OBJECTIF 3 Optimiser la prévision de dépenses et recettes des pensions

Indicateur 3.1 Dépenses de pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État : écart entre la

prévision et l'exécution (du point de vue du contribuable)

Programme 743 – Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions

MISSION Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs

Programme	785 – Exploitation des services nationaux de transport conventionnés
OBJECTIF 1	Améliorer l'efficacité et l'attractivité des services nationaux de transport conventionnés
Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Contribution à l'exploitation ramenée aux véhicules-kilomètres (du point de vue du contribuable) Taux de remplissage (du point de vue du contribuable)
OBJECTIF 2	Améliorer la qualité et la régularité des services nationaux de transport conventionnés
Indicateur 2.1	Régularité des services nationaux de transport conventionnés (du point de vue de l'usager)
Programme	786 – Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés
OBJECTIF 1	Améliorer l'utilisation du matériel roulant
Indicateur 1.1	Contribution au matériel roulant rapportée aux véhicules-kilomètres (du point de vue du contribuable)
Indicateur 1.2	Nombre de trains supprimés à cause d'une défaillance du matériel roulant (du point de vue de l'usager) (du point de vue de l'usager)

MISSION Transition énergétique

Programme 764 – Soutien à la transition énergétique

OBJECTIF 1 Contribuer à porter à 40% la part des énergies renouvelables (ENR) dans la production

d'électricité en 2030

Indicateur 1.1 Part des ENR dans la production d'électricité (%) (du point de vue du citoyen)

OBJECTIF 2 Contribuer à l'injection annuelle de 8 TWh de bio-méthane à l'horizon 2023 (libellé

modifié)

Indicateur 2.1 Volume de bio-méthane injecté (du point de vue du citoyen)

Programme 765 – Engagements financiers liés à la transition énergétique

MISSION	Accords	monétaires	internationaux

Programme 811 - Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine

Programme 812 - Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale

Programme 813 – Relations avec l'Union des Comores

MISSION

Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

Objectifs et indicateurs stratégiques

MZB.1	Assurer le respect des conditions de financement et de durée des avances du Trésor
MZB.1.1	Respect de la règle de neutralité budgétaire des opérations, pour l'Etat (du point de vue du contribuable)
MZB.1.2	Respect des conditions de durée des avances du Trésor (du point de vue du contribuable)
Programme	821 – Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune
Programme	823 – Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics
Programme	824 – Avances à des services de l'État
Programme	825 – Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex

MISSION

Avances à l'audiovisuel public

Objectifs et indicateurs stratégiques			
MZD.1	(P841.2)	S'adresser au public le plus large dans un environnement numérique	
	P841.2.1	Audiences de France Télévisions (du point de vue du citoyen)	
MZD.2	(P843.2)	S'adresser au public le plus large dans un environnement numérique	
	P843.2.1	Audience des antennes de Radio France (du point de vue du citoyen)	
Programme		841 – France Télévisions	
	OBJECTIF 1	Proposer une offre de service public, axée sur la création française et européenne dans un univers de média global	
	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Part des dépenses de programmes dans les dépenses totales (du point de vue du citoyen) Qualité des programmes de fiction et d'information (du point de vue du citoyen) (nouveau)	
	OBJECTIF 2	S'adresser au public le plus large dans un environnement numérique	
mission	Indicateur 2.1	Audiences de France Télévisions (du point de vue du citoyen)	
	OBJECTIF 3	Assurer la maîtrise de l'emploi et de la masse salariale et optimiser la gestion	
	Indicateur 3.1	Maîtrise des charges (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)	
	Indicateur 3.2	Ressources propres (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)	
	Indicateur 3.3	Résultat net (du point de vue du contribuable) (nouveau)	
Programme		842 - ARTE France	
	OBJECTIF 1	Offrir des programmes culturels français et européens de qualité en donnant la priorité à la création et aux inédits (libellé modifié)	
	Indicateur 1.1	Part des investissements dans les programmes dans les dépenses totales (du point de vue du citoyen) (nouveau)	
	Indicateur 1.2	Volume horaire de programmes inédits engagés par ARTE France (du point de vue du citoyen) (nouveau)	
	OBJECTIF 2	Diffuser cette offre de programmes au public le plus large, sur tous les supports, partout en Europe (libellé modifié)	
	Indicateur 2.1	Audiences linéaire et non linéaire (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)	
	OBJECTIF 3	Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion (libellé modifié)	
	Indicateur 3.1	Maîtrise des charges (du point de vue du contribuable) (libellé modifié)	
Programme		843 – Radio France	
	OBJECTIF 1	Proposer une offre radiophonique de service public, axée sur la culture, dans un univers de média global	
	Indicateur 1.1 Indicateur 1.2	Proposer une offre radiophonique et culturelle de service public (du point de vue du citoyen) Nombre d'évènements produits à la Maison de la radio (du point de vue de l'usager)	
	OBJECTIF 2	S'adresser au public le plus large dans un environnement numérique	
mission	Indicateur 2.1	Audience des antennes de Radio France (du point de vue du citoyen)	
	Indicateur 2.2 Indicateur 2.3	Audience des offres numériques (du point de vue de l'usager) Fréquentation des évènements produits à la Maison de la radio (du point de vue du citoyen)	

OBJECTIE 3 Assurer la maîtrise de l'emploi et de la masse salariale et optimiser la gestion Charges de personnel (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.1 Ressources propres (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.2 Evolution du résultat net (du point de vue du contribuable) Indicateur 3.3 844 - France Médias Monde Programme Proposer une offre reflet de la culture et des valeurs françaises et francophones dans **OBJECTIF 1** un univers de média global Part des dépenses de programmes dans les charges d'exploitation (du point de vue du citoyen) Indicateur 1 1 Opinions favorables évaluant les valeurs d'expertise, d'objectivité et de référence (du point de Indicateur 1.2 vue du citoyen) (nouveau) **OBJECTIF 2** Développer la présence française et francophone dans le paysage audiovisuel mondial Volume de contacts pour France Médias Monde (audience linéaire et numérique) (du point de Indicateur 2.1 vue du citoyen) (nouveau) Indicateur 2.2 Audience réelle totale hebdomadaire (du point de vue du citoyen) Audience des offres numériques (du point de vue du citoyen) Indicateur 2 3 **OBJECTIF 3** Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion (libellé modifié) Indicateur 3.1 Maîtrise des charges (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Ressources propres (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.2 Indicateur 3.3 Résultat net (du point de vue du contribuable) (nouveau) 845 - Institut national de l'audiovisuel Programme **OBJECTIF 1** Assurer la conservation et la valorisation du patrimoine audiovisuel Part des fonds menacés de dégradation sauvegardée en numérique (du point de vue de Indicateur 1.1 l'usager) Nombre de vidéos vues en ligne par le grand public (du point de vue de l'usager) Indicateur 1.2 **OBJECTIF 2** Constituer et transmettre les savoirs et les compétences Taux d'insertion professionnelle des diplômés (du point de vue de l'usager) Indicateur 2.1 **OBJECTIF 3** Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion (libellé modifié) Maîtrise des charges (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3 1 Ressources propres (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.2 847 - TV5 Monde Programme **OBJECTIF 1** Proposer une offre reflet de la culture et des valeurs françaises et francophones dans un univers de média global Part des dépenses de programmes dans les charges d'exploitation totales (du point de vue du Indicateur 1.1 citoyen) Développer la présence française et francophone dans le paysage audiovisuel mondial **OBJECTIF 2** Audience réelle (du point de vue du citoyen) Indicateur 2.1 Audience des offres numériques (du point de vue du citoyen) Indicateur 2 2 **OBJECTIF 3** Assurer la maîtrise de la masse salariale et optimiser la gestion (libellé modifié) Maîtrise des charges (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3 1 Evolution des ressources propres (du point de vue du contribuable) (libellé modifié) Indicateur 3.2

MISSION Avances aux collectivités territoriales

Programme 832 – Avances aux collectivités et établissements publics, et à la

Nouvelle-Calédonie

Programme 833 – Avances sur le montant des impositions revenant aux régions,

départements, communes, établissements et divers organismes

OBJECTIF 1 Mettre les avances sur contributions directes locales à disposition des collectivités

territoriales à une date certaine

Indicateur 1.1 Taux de versement des avances aux collectivités sur contributions directes locales (du point de

vue de l'usager)

OBJECTIF 2 Mettre les avances sur TICPE à disposition des départements à une date certaine

Indicateur 2.1 Taux de versement des avances aux collectivités sur la TICPE (ex Taxe Intérieure des Produits

Pétroliers) (du point de vue de l'usager)

MISSION	Prêts à des États étrangers
Programme	851 – Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France
OBJECTIF 1	Permettre la réalisation de projets de développement durable dans les pays émergents, faisant appel au savoir-faire français
Indicateur 1.1	Pourcentage de protocoles de prêt signés au cours de l'année n-2 ayant donné lieu à l'imputation d'un contrat dans les deux ans après la signature. (du point de vue du citoyen)
Programme	852 – Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France
OBJECTIF 1	Participer au rétablissement de la stabilité macroéconomique et à la création des conditions de la croissance des pays en développement
Indicateur 1.1	Pourcentage de pays dont la soutenabilité de la dette a été rétablie par l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (du point de vue du citoyen) (libellé modifié)
Programme	853 – Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers
Programme	854 – Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro

MISSION Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

Programme 861 – Prêts et avances pour le logement des agents de l'État

Programme 862 – Prêts pour le développement économique et social

OBJECTIF 1 Appuyer les dispositifs de sauvegarde des entreprises

Indicateur 1.1 Effet de levier sur les capitaux privés d'un prêt pour le développement économique et social (du

point de vue du contribuable)

Indicateur 1.2 Pérennité des entreprises soutenues, à n+3, mesurée par le taux de remboursement des prêts

pour le développement économique et social accordés en n-3 (du point de vue du contribuable)

Programme 863 – Prêts à la filière automobile